

FEMMES ET MOBILISATIONS POLITIQUES

DISCOURS ET TRAJECTOIRES

Fatoumata Coulibaly - Géographe, FHG-MaCoTer (USSGB)

Fatoumata Keita - Littéraire, FSL- MaCoTer (ULSHB)



JUIN 2023

Assistants de recherche

Issouf Coulibaly (SOCDEV/MaCoTer) & Aminata Malle (SOCDEV/MaCoTer)

ISBN : 978-99952-75-36-5

«L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES.
« Les idées et thèses développées dans la présente étude ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES ».

SOMMAIRE

ACRONYMES	4
Présentation de MACOTER	5
1. RESUME ET OBECTIF	6
2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	10
2.1. Enquête de terrain dans les partis Adema-PASJ et Yelema	10
2.2. Enquête de terrain dans les partis URD et ASMA – CFP	11
2.3. Difficultés rencontrées	12
3. UNE VISION PLURIELLE DU MILITANTISME POLITIQUE AU MALI	13
3.1. Représentations sociales autour de la politique : un rapport à la séduction et sexualité	15
3.2. Construction de vie politique et stratégie de négociation des femmes politiques	17
3.2.1. kunko et mogo ya : deux notions éminemment symboliques en politique	21
3.2.2. Le genre en lutte : de l'engagement à l'acceptation	23
4. PARCOURS DE VIE DES FEMMES ENGAGÉES EN POLITIQUE : EXEMPLE D'UN MILITANTISME « STRATÉGIQUE »	27
4.1. Trajectoire 1.....	27
4.2. Trajectoire 2	28
4.3. Trajectoire 3.....	29
5. DE LA DOUBLE CONCILIATION : PRIVÉE ET POLITIQUE	31
5.1. Nouvelle génération, nouvelle forme de militantisme politique « au féminin » ?	32
CONCLUSION	36
Bibliographies	38
ANNEXES	40
Annexe I : Personnes rencontrées à Bamako a l'URD et ASMA-CFP	40
Annexe II : Personnes rencontrées à Bamako a l'ADEMA et YELEMA	40
Annexe III : illustrations & photographies.....	41

ACRONYMES

ADEMA-PASJ	Alliance pour la démocratie au Mali – Parti africain pour la solidarité et la justice
ASMA – CFP	Alliance pour la solidarité au Mali – Convergence des forces patriotiques
AOF	Afrique Occidentale Française
CNT	Conseil National de la Transition
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CRDI	Centre de recherches pour le Développement International
FDPM	Front démocratique et populaire malien
IBK	Ibrahim Boubacar Keita
NDI	Institut National Démocratique
ONU-FEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PMT	Parti malien du travail
PSP	Parti Progressiste Soudanais
ROAF	Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone
ULSHB	Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako
USSGB	Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako
UNFEM	Union Nationale des Femmes du Mali
UNTM	Union Nationale des Femmes du Mali
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
URD	Union pour la république et la démocratie
US-RDA	Union Soudanaise RDA
VGB	Violences basées sur le Genre
YELEMA	Changement

PRÉSENTATION DE MACOTER

Le LMI MaCoTer est un laboratoire interdisciplinaire franco-malien de haut niveau, tourné vers les grands enjeux socioéconomiques de la reconstruction post-conflit et du développement du Mali, sur la thématique : Reconfigurations maliennes : Cohésions, Territoires et Développement.

Laboratoire mixte international (LMI), MaCoTer est un projet pilote réunissant chercheurs maliens et français qui a été initié en 2016, et qui vise à constituer une interface entre sciences sociales et politiques publiques et internationales du développement. Il contribue à produire une science utile, des savoirs empiriques et des analyses conformes aux exigences de la recherche académique, mis à disposition des décideurs.

Enfin, le laboratoire MaCoTer développe des activités de formation supérieure, à travers la mise en place d'un master interdisciplinaire, interuniversitaire et international intitulé « Société, Culture, Développement » (SOCDEV), et l'encadrement scientifique de plusieurs thèses de doctorat en sciences humaines et sociales au sein de l'université malienne.

1. RESUME ET OBECTIF

La revue documentaire sur laquelle s'est appuyée cette étude de terrain s'attachait à retracer les trajectoires politiques de femmes maliennes. Elle a aussi pu mettre en relief les concepts clés et thématiques déployés dans la problématique du genre par rapport à l'engagement politique des femmes instruites et non instruites.

Il ressort dans le rapport que le discours sur les femmes politiques va toujours dans le sens d'une spécificité, d'une particularité, d'une différence des femmes politiques par rapport aux hommes politiques. Pour Barbara Romagnan (2009), si les femmes sont dominées en général, dans le champ politique en particulier, cela ne signifie pas pour autant qu'elles se contentent de subir. Elles adoptent des stratégies face à cette situation, certes pour s'adapter, mais aussi pour en tirer profit. Mieux encore, être une femme en politique peut constituer un avantage utilisable et utilisé dans la lutte pour le pouvoir. Toutefois, il n'en a pas toujours été ainsi.

L'histoire a surtout consacré l'homme comme le principal acteur des luttes politiques et de l'action politique en Afrique (UNESCO, 2015). Même si les femmes ont joué un rôle prépondérant dans tous les rendez-vous historiques du continent. Malgré leur citoyenneté acquise en même temps que celle des hommes avec la constitution française de 1946, elles ont été peu scolarisées et peu ni impliquées dans l'économie de traite par le colonisateur. Elles sont de fait exclues de l'animation des partis politiques, des associations etc., qui est désormais réservée aux personnes instruites.

Les associations et les partis politiques sont deux groupements qui constituent l'expression de liberté fondamentale et jouissent de la même protection constitutionnelle. En théorie, le parti politique est une association, mais, s'il emprunte la forme associative pour sa constitution, il n'en demeure pas moins qu'il est une association particulière, dotée de mission spécifique, de protection et de moyens qui la différencient des associations ordinaires (Diop, 2006 : 128).

Grâce à la malienne Aoua Keita – dont l'autobiographie constitue l'une des premières en Afrique de l'Ouest retraçant la trajectoire politique et syndicale de l'auteure et ses compagnons dans la lutte d'émancipation du Soudan français (Keita, 1975), on a découvert la participation politique de dizaines de militantes maliennes et anonymes dont l'histoire serait restée silencieuse et méconnue. Cette autobiographie raconte aussi l'histoire d'autres femmes africaines comme M'Balia Camara¹ dont la mort tragique lève un voile sur la violence sexiste de la chefferie traditionnelle africaine.

Les autobiographies des femmes de « l'ombre » dans la politique malienne demeurent encore peu traitées. Celles qui ont mené des luttes comme Aoua Keita pour la libération des femmes africaines ont été sujets de critique dans la littérature. *Femme d'Afrique : la vie d'Aoua Kéita racontée par elle-même*, ne déroge pas à la règle. Publiée en 1975, elle retrace le parcours atypique « d'une dame de fer » qui a su conjuguer l'activisme politique et syndical au féminin tout en jouant un rôle prépondérant dans l'avènement du Mali indépendant (Keita, 2019). Son écriture intime est à la fois un témoignage et un testament sur la manière dont les femmes peuvent négocier leur entrée dans l'espace public tout en se positionnant confortablement dans l'espace privé. Son autobiographie tente de réconcilier le privé et le public tout en donnant la voix aux femmes et à leur combat multidimensionnel pour la liberté et la survie.

Leur modèle à l'époque, c'était les femmes blanches, épouses des administrateurs coloniaux ou enseignants. Elles se battent ainsi pour l'assimilation et contre les coutumes jugées rétrogrades comme le mariage forcé ou la polygamie. Elles s'engagent aussi dans le

1 Militante pour l'indépendance de la Guinée au sein du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) de Sékou Touré. En 1954, le RDA de Sékou Touré est défait au terme d'élections législatives manifestement truquées. Et M'Balia, enceinte, s'était ouvert le ventre d'un coup de sabre par David Sylla, un Chef de canton corrompu, pour avoir résisté au trucage d'élections.

combat politique dans les rangs des deux partis politiques de l'époque, le Parti Progressiste Soudanais (PSP)² et l'Union Soudanaise RDA (US-RDA)³. Elles se retrouvent plus comme agents de propagande et de mobilisation que de décideurs.

Il faut dire que l'année 1968 marque un tournant important dans l'histoire du Mali, et met fin brutalement à la Première République issue des luttes anticoloniales et d'élections libres et démocratiques. Sous ce régime, les femmes acquièrent leur indépendance mais impactées par l'analphabétisme.

De 1960-1968 (Première République – régime socialiste de Modibo Keita), aucune femme n'a participé à l'exercice du pouvoir, ni parmi les grands commis de l'Etat ni dans les institutions de la République. Mais, la réforme de 1962, qui préconisait un enseignement de masse et de qualité, ouvre la porte aux femmes dans l'enseignement supérieur, et dans les métiers traditionnellement réservés aux hommes.

De 1968 à 1991 (Deuxième République – régime militaire avec le Général Moussa Traoré), les femmes intègrent les instances de décisions. La première fut Inna Sissoko Cissé, assistante sociale de formation, a été membre du gouvernement provisoire issu du coup d'Etat de 1968 – au poste de secrétaire d'Etat aux affaires sociales – un poste de femme sur « mesure » comme disait Bintou Sanankoua (Sanankoua, 2004). La première femme Ministre fut nommée en 1982 à l'information, puis à la Santé en 1986. La dernière occupait le ministère de l'Emploi et de la fonction publique. Elle a été l'unique femme à rester au gouvernement jusqu'au renversement du régime de Moussa Traoré. Ainsi, la réforme de 1962 a fait émerger une nouvelle génération de femmes diplômées, accédant à des postes de responsabilités – notamment dans la fonction publique.

2 Le PSP de Fily Dabo Sissoko est considéré par ses adversaires comme inféodé au colonisateur.

3 L'US-RDA est la section soudanaise du Rassemblement démocratique africain, parti de l'indépendance, créée à Bamako en 1946 et qui regroupait toute l'Afrique française occidentale et équatoriale.

Là où l'instruction a permis aux femmes d'occuper des postes de responsabilité, la démocratisation a permis le multipartisme politique. Partant de là, elles investissent sans crainte l'espace politique – malgré les représentations et les imaginaires autour de la politique.

Au Mali, les données officielles du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales donnent à **plus de 270, le nombre de partis politiques en 2020**. Et, la charte des partis politiques prévoit un financement public des partis par une aide financière de l'État inscrite au budget de l'État à raison de 0,25 % des recettes fiscales. Lors des Assises nationales de la refondations (ANR), il a été recommandé de réduire ce nombre et en conditionnant leur création à leur présence au moins sur 2/3 du territoire malien et aussi l'octroi de financement.

Selon le rapport de l'ONU-FEMMES, 9,5% de femmes étaient au niveau des instances de prises de décision de 2013-2018. Elle est de 41,02% au niveau de la Cour suprême, 22,22% au niveau de la Cour constitutionnelle en 2022. Au niveau du Conseil National de la Transition (CNT), 26,4% de femmes étaient représentées entre 2020 à 2021. Il faut noter que 27,89% de femmes sont élues lors des élections législatives d'avril 2020, contre 9,52% pour les législatives de 2013. Il est intéressant ici de voir que ce taux de 2020 se rapproche du taux de représentation de 30% fixé par la Loi n°2025-052/du 18 décembre 2015, qui vise à promouvoir l'égalité de genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

Au-delà de ces chiffres, il faut reconnaître que le combat politique des femmes est impacté par une série de difficultés. La première, revient à constater que les femmes politiques pensent qu'elles sont des leaders incontestés, un combat tout autant juste, mais moins apprécié par les hommes politiques. Mais, elles se battent corps et âme au sein de leur propre famille, pour faire accepter leur militantisme politique. La seconde difficulté est qu'elles préfèrent se retirer au moment des élections, malgré leur militantisme,

4 Cf. Rapport de l'ONU-FEMMES Afrique sur la « Gouvernance et participation des femmes » - <https://africa.unwomen.org/fr/gouvernance-et-participation-des-femmes>

du fait des représentations sociales sur la politisation de la femme.

C'est à la suite de ces réflexions théoriques que nous avons tenté d'analyser les rapports de genre *via* le militantisme politique des femmes au Mali.

Cette étude de terrain propose de croiser les trajectoires de femmes politiques et de montrer les différences qui se jouent avec des trajectoires individuelles construites sans formation politique préalable comme nous avons pu le voir, par exemple, avec le cas de Madame Maiga⁵.

Les enquêtes de terrain avaient pour objectif général d'interroger les carrières, trajectoires et parcours des femmes militantes, au-delà des contraintes. Cela impliquera notamment de retracer des voies différenciées d'affirmation féminine afin d'en montrer les effets en termes de changement social et de reconfiguration du politique au Mali. Il s'agissait, au moyen d'une ethnographie, de suivre au quotidien et de prendre en compte des situations individuelles et collectives de femmes menant à des prises de position dans l'espace public ou à des revendications et/ou contestations de l'ordre social.

Cette étude propose ainsi des questionnements relatifs à l'agentivité des femmes, aux rapports intergénérationnels (en partant de Aoua Keita), de même qu'aux modalités de contournement des rôles et normes sociales prescrites. L'objectif principal est de voir en quoi ces pratiques féminines sont révélatrices de mobilité sociale et dans quelle mesure cette dernière influe sur l'évolution des carrières et trajectoires féminines mais aussi sur l'exercice du métier politique par des femmes au Mali.

Dans une société malienne où les femmes sont assignées aux rôles d'épouse et de mère, l'engagement politique de la femme est perçu comme contradictoire aux normes traditionnelles et religieuses. Cependant, la démocratie libérale a permis la mobilité des femmes et, à ce titre, leur visibilité dans l'espace public. En forgeant leur image de femmes « engagées » dans la

vie publique, elles orientent leurs actions dans l'espace politique – une sphère qui a longtemps été inaccessible pour elles. Dans quelle mesure la trajectoire et le discours de ces femmes politiques visibilisent ou invisibilisent les dynamiques de conciliation ou d'articulation du privé et du public ? Quels discours mobilisent-elles dans leur combat ? Qui sont-elles ? De quels milieux familiaux et sociaux viennent-elles ?

De là découle le choix de site d'enquête : le District de Bamako. Aussi, ces critères de sélection du site sont applicables à d'autres capitales régionales.

Dans ce territoire urbain, quatre partis politiques tels que : Alliance pour la démocratie au Mali – Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ), l'Union pour la république et la démocratie (URD), l'Alliance pour la solidarité au Mali – Convergence des forces patriotiques (ASMA – CFP) et YELEMA Le Changement, ont été notre terrain d'observation et d'enquête.

Le choix de ADEMA et URD se justifie par le fait que ce sont les deux partis importants dans l'histoire politique malienne, en termes de pourcentage de vote lors des élections : présidentielle, législative voire communale. Un ancrage politique et territorial qui permet d'avoir une profondeur historique sur l'engagement politique des femmes maliennes.

Fondé en mars 1991, l'ADEMA-PASJ surnommé, « le parti de l'abeille » (à cause de son effigie représentée par une abeille) était d'abord une association et regroupait en son sein l'union soudanaise-rassemblement démocratique africain (US-RDA), le parti malien du travail (PMT), le front démocratique et populaire malien (FDPM) etc.

Avant de devenir parti politique, l'association ADEMA a joué un rôle important dans l'avènement de la démocratie au Mali. Elle a soutenu le multipartisme intégral et le départ de Moussa Traoré au pouvoir en 1991 suit à une insurrection populaire. A la chute du régime de Moussa Traoré, le parti ADEMA remporte l'élection présidentielle et son candidat Alpha Oumar Konaré devient président de la République de 1992-1996 et 1997-2002.

5 Présidente de la section URD de Kalaban-coro et membre du Comité National de la Transition (CNT). Elle est la 4ème adjointe à la mairie de Kalaban-Coro.

Quant à l'Union pour la République et la Démocratie (URD), il a été créé en 2003 par Soumaila Cissé après son départ de l'ADEMA-PASJ. Lors des élections communales de 2004, le parti prend la deuxième place, avec 1 636 conseillers communaux élus. Candidat déchu de l'élection présidentielle de 2002, et a soutenu ouvertement la candidature du Président sortant Amadou Toumani Touré lors de l'élection présidentielle de 2007. Le parti obtient 34 députés aux élections législatives qui ont suivi.

A côté de ces deux anciens partis, deux nouveaux et récemment créés ont fait l'objet d'enquête. Il s'agit du parti YELEMA, qui signifie « Changement » en bamanankan, créé en 2010 par Moussa Mara. Il est issu de plusieurs regroupements d'associations et de partis politiques qui ambitionnent de former un « nouveau malien ».

Bâti sur le socle de l'association des amis de Soumeylou Boubèye Maïga, le parti ASMA-CFP fut créé en 2013, et se veut un cadre de réflexion et d'actions politiques. Ce nouveau parti se fixe comme objectif de répondre aux besoins des populations sur l'éducation, la santé, la justice,

l'unité territoriale, etc. Un parti peu représentatif sur le territoire et a connu un départ massif de militants suite au décès de son président selon les témoignages de nos enquêtés.

Ici, l'objectif d'analyser l'engagement des femmes au sein de ces partis nous permet de retracer leur trajectoire politique. De même que la construction politique des femmes permise par les partis nous facilitera le recueil des données et les entretiens avec elles. Ce militantisme politique apparaît aujourd'hui comme des formes renouvelées de l'engagement public, et comme alternative pour faire émerger une action collective féminine.

Outre qu'il s'agit de la capitale politique, le choix du site de Bamako s'explique d'abord par son caractère de ville hétérogène du fait de la diversité des populations, mais aussi par celui de capitale économique et administrative du Mali. Cependant, ne pouvant pas couvrir toute la ville de Bamako (pour raison de temps et financier), un certain nombre de quartiers ont été choisis pour décrire et analyser les situations politiques dans lesquelles les femmes évoluent.

2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'enquête de terrain s'est déroulée du **1^{er} avril 2023 au 5 mai 2023** à Bamako.

2.1. L'enquête de terrain dans les partis ADEMA-PASJ ET YELEMA

A Bamako, l'enquête de terrain a concerné plusieurs quartiers: Torokorobougou, Hamdallaye ACI, Yirimadio, Niamana, Garantibougou et kalabancoura.

Ces territoires ont été identifiés grâce à nos connaissances et aussi du fait de leur hétérogénéité en termes l'activisme politique des femmes. Nous avons aussi contacté d'autres personnes dont leurs noms revenaient au cours de l'enquête. Cette façon de procéder a permis non seulement d'avoir des contenus de discours riches mais aussi très variés sur le militantisme politique des femmes.

Une approche qui permet d'interroger la singularité des femmes, au-delà des contraintes qui les conditionnent socialement.

Il est vrai que l'accès au terrain a été relativement difficile, à cause de la méfiance de certaines femmes, notamment du parti YELEMA. Il a fallu négocier le terrain pour être finalement accepté par elles. A partir de là, nous avons conduit une enquête qualitative combinant à la fois des entretiens semi-dirigés et l'observation directe.

Avant de nous entretenir avec les femmes, nous avons expliqué à celles-ci, l'objectif de cette enquête qui s'inscrit dans un projet de recherche au sein d'un laboratoire de recherche à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), muni d'une demande d'autorisation de recherche délivrée par la coordination du projet.

Les premiers échanges avec les femmes ont permis de comprendre le militantisme des femmes dans les partis politiques, les discours et les imaginaires sociaux autour de la politisation de la femme. A partir de là, nous avons analysé

les stratégies qu'elles mettent en place pour se construire intellectuellement et socialement dans cet univers masculin.

S'il est vrai que les pratiques politiques des femmes se jouent sur deux espaces : associatif, et public, il était nécessaire de savoir comment et de quelle manière elles investissent ces espaces.

Le choix de commencer leur engagement dans les tontines ou associations est capital dans la construction d'une identité féminine. Peut-on dire que les femmes innove dans leur mode d'action des stratégies politiques *par et avec* les regroupements féminins ? Il faut rappeler que les regroupements féminins sont conçus par les femmes, pour se soustraire temporairement aux pressions sociales. Un espace féminin complètement maîtrisé par elles, et où elles créent des ressources (intellectuelle, économique, sociale et symbolique) pour s'émanciper socialement et politiquement. Elles s'inscrivent dans ce que Jean-François Bayart appelle « la politique par le bas » (Bayart, 1981).

Cette construction sociale n'est pas si différente de ce que les responsables politiques à travers la création des clubs d'amis ou des associations d'assainissement qui se prolongent ensuite en parti politique. On peut citer ici, l'ADEMA-PASJ, le CNID qui étaient des associations au départ et transformées en parti après le renversement du régime de Moussa Traoré en mars 1991. Ainsi, l'association qu'elle soit féminine ou pas devient au final une école politique.

En premier lieu, 10 personnes ont constitué notre échantillon, cinq (5) dans le parti ADEMA-PASJ et cinq (5) dans le parti YELEMA. Ces acteurs sont repartis de la manière suivante :

- ▶ 7 femmes dont 6 mariées. Parmi ces femmes, 5 sont instruites et 2 non-instruites.
- ▶ 3 hommes sont instruits dont 1 célibataire.

Pour les entretiens, il fallait passer par les Présidentes de comité, section et sous-section suivant la méthode boule de neige, pour nous entretenir avec celles qui occupent déjà un poste, et aussi celles qui sont peu visibles dont leurs pratiques sociales et politiques ne digèrent guère des présidentes.

La plupart des entretiens au sein des différents partis politiques ont été effectués aux domiciles des enquêtés. Seulement une enquête s'est faite en ligne et une autre dans un service. L'heure et le lieu de l'entretien étaient fixés par les enquêtés.

Dans un second temps, nous avons fait recours à l'observation pour décrire l'environnement dans lequel évoluent les femmes et aussi, dans cet espace où elles débattent de la politique. L'observation a également permis de suivre quelques-unes dans leur quotidienneté afin de cerner leur mobilisation et retracer leur parcours politique.

À l'issue du terrain, une période de dépouillement des données a eu lieu dans les locaux du laboratoire MaCoTer et a été suivie de la réalisation du rapport-terrain.

2.2. L'enquête de terrain dans les partis URD et ASMA – CFP

De la même manière que dans les deux (2) premiers partis politiques, les entretiens semi-directifs ont été réalisés à l'URD et ASMA-CFP afin de recueillir des données sur l'engagement politique des femmes. Au total, l'entretien a été effectué auprès de 11 personnes.

L'enquête de terrain a concerné neuf (9) territoires : Kati Sanafara, Kalaban-coro, Niamakoro-courani, Quinzambougou, Sebénicoro, Baco-Djicoroni, Djelibougou, Niamanabougou et Torokorobougou.

Pour identifier ces femmes, nous avons mobilisé nos connaissances personnelles pour rencontrer la Présidente du mouvement des femmes de l'URD. Dans certains cas, c'était un homme, natif du quartier, avec qui nous avons des relations plus ou moins entretenues pour

avoir accès aux femmes. Cette technique s'est avérée efficace, et a permis de nous entretenir avec six (7) femmes et quatre (4) hommes, dont leurs actions sont inscrites dans une dynamique associative et politique. Un entretien a été réalisé par WhatsApp à cause de la non-disponibilité de l'enquêté.

Une demande d'autorisation de recherche, délivrée par la coordination du projet, a été nécessaire pour mener à bien cette enquête à Bamako. En plus des femmes qui s'appuient sur les tontines et associations pour se construire politiquement, des entretiens ont été réalisés avec celles dont leur recrutement politique s'est fait grâce à leur propre réseau (famille, amis, collaborateurs, etc.) comme ici :

« Quand j'étais à Mopti, un ami a vu que j'étais très impliquée dans les mouvements associatifs, et une fois à Bamako, il m'a pris avec lui dans son parti. » (entretien du 1 avril 2023)

Être au quotidien avec les femmes lors des réunions associatives et politiques a permis d'avoir des données sur les parcours de vie, et la manière dont elles transforment leur contrainte (perception sociale sur la politique, problème financier etc.) en opportunité.

Enfin, la démarche dans le recueil de données a surtout consisté à confronter les perceptions de différents acteurs : entre ceux qui pensent que la politique n'est pas une « affaire » de femmes ; entre ceux qui pensent que la politique, c'est bien cet espace où se construit l'agentivité de la femme.

Pour le recueil des données, nous avons utilisé le bamanankan et le français. Les entretiens réalisés en bamanankan ont été transcrits et traduits en français. Cette transcription a permis de mettre en exergue des mots clés et/ou expressions fortes qui revenaient le plus souvent dans le discours des femmes. En plus des entretiens, nous avons fait recours à l'observation pour décrire l'environnement et les interactions sociales dans lequel on a mené des entretiens.

2.3. Difficultés rencontrées

L'enquête de terrain a été confrontée à certaines difficultés qui demeurent assez classiques dans le recueil de données *in situ*.

Il s'agit :

- ▶ La méfiance de certaines militantes à s'exprimer sur leur propre engagement.
- ▶ Refus d'enregistrer les entretiens.
- ▶ Non-respect des rendez-vous.
- ▶ La réalisation d'un terrain pendant le mois de ramadan n'est pas le moment idéal pour recueillir des données fines sur les engagements et pratiques politiques des femmes.

3. UNE VISION PLURIELLE DU MILITANTISME POLITIQUE AU MALI

Au Mali, une forte implication des femmes dans le champ politique se traduit par un fort militantisme politique. Et, il existe un lien étroit entre le monde associatif et le monde politique. Les milieux de réseaux (tontine, ami, association etc.) permettent aux femmes de développer des logiques sociales qui, non seulement les protègent et encadrent leurs actions, mais aussi leur génèrent de véritables capitaux. En retour, l'économie générée alimente dès fois la carrière politique de certaines femmes.

La politique et l'action collective des femmes se lient au point où la position de l'individu au sein des partis politiques ne s'inscrit plus dans un programme politique répondant aux intérêts communs, mais à des intérêts personnels. On se demanderait aujourd'hui, au regard de l'émiettement politique, si les orientations politiques des militants restent conditionnées par des valeurs ou si elles dépendent uniquement des choix des militants par rapport à leurs propres besoins. Il se trouve que les enjeux tels que le chômage des jeunes, la corruption, l'insécurité, etc. sont étroitement liés à des valeurs. Peut-on dire que l'engagement politique des citoyens soit assorti d'une idéologie ou vision politique globale, qui guiderait le choix politique des militants et militantes ?

En partant de la définition du militantisme politique comme « un acte par lequel un individu adhère de manière active à un parti politique dans une logique de revendication, de défense d'intérêts, d'idéologie de ce parti. » (Neveu, 1996 : 10 cité par Valentin Ngouyamsa) ; nous voyons que l'espace d'action d'un militant politique est le parti politique. Par contre, un militant diffère d'un adhérent qui a moins d'obligation d'engagement.

Toute action militante commence par les réseaux (tontine, association, ami, etc.) surtout s'il s'agit des femmes. Il est vrai que les réseaux sociaux influencent beaucoup les comportements des militants et militantes. Le capital social a un rôle très important dans l'identification des opportunités pour les partis politiques et

participe également à la construction de la carrière politique des femmes.

Il faut rappeler que les travaux de la sociologie politique a longtemps étudié les déterminants du militantisme et de la participation politique des électeurs. Si les théories de l'action militante sont nombreuses, les motivations voire les raisons d'adhérer à un parti politique sont plus discutables. Selon le témoignage de certains enquêtés, la raison du militantisme est plus liée à une quête de « meilleure situation sociale » voire une promotion sociale et de socialisation. Ces raisons diffèrent qu'on soit militant événementiel de carrière, militant situationnel de passage ou militant d'interconnaissance de carrière (Baillet, 2005).

D'ailleurs, les travaux élaborés dans les années 1970, notamment ceux de D. Gaxi (1977) montrent bien que le militantisme n'est pas avant tout idéologique. Il cite « Le militantisme politique permettrait non seulement l'obtention des ressources financières, d'un capital culturel et d'une rentabilité professionnelle, mais aussi favoriserait l'intégration sociale et économique » (Gaxi, 1977 : 15).

Dans un contexte africain, en particulier malien, militer dans les partis confirme la théorie de Gaxi, soit l'argent, soit le pouvoir illustré par cet extrait d'entretien : « *En réalité, beaucoup s'engagent dans la politique pour changer leurs situations personnelles. C'est un moyen de subvenir à leurs besoins* » (entretien du 31 avril 2023).

La croyance à une vertu commune dans le but d'un intérêt général n'incite plus à militer. On peut, en fait, penser que certains militants s'accrochent à cette valeur primordiale qui est qu'un parti politique doit avant tout défendre l'idée de construction de la nation comme ici :

« En tant que citoyen, nous devons avoir cette idée de contribuer à la construction et au développement de son pays. C'est comme ça que j'ai commencé à sillonner différents

partis. Mon choix s'est porté sur le parti YELEMA parce que j'ai aimé les idées que Moussa Mara défend {fondateur du parti YELEMA}. » (entretien du 29 avril 2023)

Un autre témoin :

« J'ai adhéré au parti YELEMA à cause de l'intelligence qu'incarne Moussa MARA. C'est un homme que j'apprécie beaucoup et crois énormément en lui. » (entretien du 6 avril 2023)

De même que cette mère au foyer, adhérer à un parti politique est fortement lié à celui ou celle qui porte le parti, montré ici :

« J'ai intégré le parti grâce à mon chef de service qui fut l'une des premières responsables de l'ADEMA-PASJ, Mme Sy kadiatou SOW. Bien avant les événements de mars 1991, qui ont abouti à la chute du régime de Moussa Traoré, les militants de l'association ADEMA de l'époque passaient par moi pour tout ce qui est lié à la reprographie de leurs documents de lutte. Suite à la chute de Moussa, et après le passage de l'association en parti, c'est là que je me suis impliquée fortement dans les activités du parti. J'ai décidé aussi que toute la famille militerait dans ce parti. Il reste le seul parti dans lequel j'ai milité jusqu'à aujourd'hui. » (entretien du 5 avril 2023)

Au regard du discours d'une présidente d'un parti, il ressort que les modalités de réussite politique d'un militant sont liées à une concurrence interne propre au parti et aux relations que le militant établit avec le parti en tant que force mobilisatrice. Ceux ou celles qui ont le désir de réussir dans un parti vont au-delà de leurs activités actuelles pour avoir une aptitude politique. Dès lors, la réussite politique conditionne une émergence sociale et économique. Cependant, le discours des femmes sur la construction de leur carrière politique montre bien des rivalités voire des conflits qui amènent certaines à quitter le parti comme ici :

« Lorsque la présidente de la section est décédée, c'est la vice-présidente qui devait assurer la relève, par ordre de préséance. Cependant, elle ne s'est pas présentée et on n'a pas fait d'activité durant 2 ans. Le secrétaire général a décidé de renouveler le bureau et de mettre en place une nouvelle présidente qui sera reconnue par l'ensemble du bureau. Et lorsqu'on est allé au palais des sports pour constituer le bureau, nous avons été surpris de voir un autre bureau parallèle dans la salle, alors que les textes condamnent cela. Il ne peut y avoir deux sections. D'ailleurs, il n'avait qu'un seul mandat qui était le nôtre. Le bureau parallèle, après qu'on ait (sic) lu la liste a commencé à nous insulter et à nous traiter de tous les noms. Puisqu'il avait fait une liste aussi et ça n'a pas été lue. Elles sont allées jusqu'à agresser les deux dames du mouvement qui étaient venues superviser. La rencontre a finalement été annulée.

Lorsque le congrès est arrivé, la commune m'a mandatée pour aller avec 4 femmes plus moi-même. Là aussi, il y avait deux listes parallèles de notre commune, alors que chaque commune doit présenter une seule liste. Après la proclamation des résultats, je vois qu'on a pris 3 membres sur ma liste et 2 de l'autre. J'ai expliqué en vain le problème et à chaque fois on essaye de contourner la situation en me disant qu'elles ne sont pas rentrées du côté de la commune 5.

J'ai lutté et j'ai pu faire rentrer mes deux autres femmes restantes. Mais le problème demeure toujours, et lors des élections se serait compliqué. C'est surtout une affaire de femme qui déstabilise notre parti. C'est l'instance suprême qui doit gérer les litiges mais elle n'arrive pas, en plus il y a une commission (de) gestion de conflits, ils sont au courant et on a même

*échangé mais rien n'a changé »
(entretien du 4 avril 2023)*

Certains témoignages de femmes montrent bien que les conflits existent dans tous les partis, et très souvent générés par les femmes. On remarque ainsi une absence de solidarité féminine qui a été rapportée par toutes les femmes ayant pris part à l'enquête. Qu'elles soient en position de leadership, ou simples membres. Les conflits surgissent aussi parce que certaines femmes obtiennent des privilèges, notamment des postes de responsabilités sans vraiment militer, illustré par cet extrait d'entretien: *« la séduction fait partie de la stratégie des femmes pour attirer de(sic) l'attention sur elles, surtout celles qui sont parachutées dans le parti du fait qu'elles n'ont pas de base ni de grande reconnaissance, elles utilisent leur charme pour coopter les maillons faibles qui ont une grande responsabilité dans le parti. »*

Dans ce registre de sexualité, une militante affirme que les femmes politiques sont très vicieuses :

« Sous la gouvernance d'un ancien membre du gouvernement sous IBK, nous avons été confrontés à l'arrivée d'un nombre important de femmes au sein du parti qui nous a créé énormément de problèmes. Mais je te dis fiston, quand il a démissionné, elles ont commencé à plier bagage, et le pire, c'est quand il fut emprisonné, elles ont toutes décamper(sic) sans même laisser un mot ni poser une démission » (entretien du 13 avril 2023)

Une autre témoigne : « Elles sont rentrées dans le parti sans objectif, ni conviction. Elles ne font rien pour gager leur place et généralement quand elles occupent un poste de responsabilité, c'est tout sauf mérité. Comment elles le font ? une chose est sûre, ce n'est pas leur compétence, c'est tout ce qu'on sait. Tu l'aurais compris ». (entretien du 13 avril 2023)

Autre type de représentations sociales autour de la politique, c'est le rapport des femmes avec la

séduction, *« Bon rapport ou pas, conflit ou pas, je te dis que c'est une question d'éducation. Quand on se détourne de ses objectifs au sein du parti, on assiste à des dénigrements, ou insultes etc. »* (entretien du 3 avril 2023).

3.1. Représentations sociales autour de la politique : un rapport à la séduction et sexualité

Au Mali, et à l'instar de plusieurs pays dans le monde, les partis politiques constituent un tremplin pour les femmes de s'engager en politique.

Depuis toujours, les partis politiques constituent l'instance qui désigne les candidats aux différentes élections et assurent aussi le financement de campagne du candidat choisi. Cependant, la faible présence des femmes au niveau des partis politiques explique aussi leur faible représentation au niveau des postes électifs.

Dans un rapport de *iknowpolitics* de 2019, les femmes n'occupaient que 24,3% des sièges parlementaires à travers le monde et 20,7% des postes ministériels. Ces statistiques ne sont pas loin de celles du Mali pendant la même période où les femmes occupaient 25% des sièges à l'Assemblée nationale.

En conséquence, analyser les parcours des femmes dans les partis politiques permet d'appréhender les obstacles qui freinent leur avancement, mais aussi comprendre les « success stories » pour celles qui ont pu résister dans cette arène masculine.

A cet égard, une enquête menée dans le district de Bamako a permis de recueillir le discours de quatorze (14) femmes et sept (7) hommes militants dans les partis ADEMA-PASJ, URD, ASMA-CFP et YELEMA. Elles constituaient l'échantillon le plus important de cette enquête.

La plupart des femmes interrogées ont fait leur entrée en politique par le canal d'un membre de la famille ou d'un mari. Même si aucune d'entre elles ne fait référence à la première femme députée du Mali, à savoir Aoua Keita, leur parcours n'est pas si différent du sien. En effet, Aoua Keita, l'une des militantes de l'US-RDA raconte dans son autobiographie, que son mari, Daba Diawara, médecin et militant de l'US-RDA qui l'a initiée à la politique : « Les femmes n'avaient pas encore obtenu le droit de vote. Mais malgré cela, Diawara me faisait toujours part de ses prises de position, ce qui m'a permis de m'intéresser un peu à la politique. Avec lui, j'ai commencé à suivre d'assez loin le déroulement des événements qui opposèrent l'empire d'Éthiopie aux Italiens. Avec lui, j'appris à connaître et à condamner les agresseurs. » (Keita, 1975 : 46)

A l'instar de Aoua Keita, sept (7) femmes enquêtées ont intégré les partis politiques grâce à leur mari, quatre (4) par le biais d'un membre proche de la famille. Comme l'explique une enquêtée, *bè na do togo do parti la*, (litt. « chacun à sa manière intègre un parti »). Pour les trois (3) autres, elles ont adhéré grâce à leurs activités de tontines et d'associations.

De même que les hommes qui déclarent presque à l'unanimité, qu'ils sont venus au parti à travers des membres de la famille ou des connaissances⁶

Il faut rappeler que les associations ont toujours été l'espace de prédilection et d'expression politique des femmes. Certains responsables politiques l'utilisent dans le but d'avoir de l'électorat lors des échéances électorales. Du coup, conscients du soutien qu'elles sont susceptibles de leur apporter, grâce à leur capacité de mobilisation, se sont attelés à organiser les associations féminines dans des structures intégrées à leurs partis et syndicats » (Sarr, 2015 :1). De Aoua Keita jusqu'à cette nouvelle génération de figure féminine, les associations constituent l'espace féminin par excellence. Ce n'est donc pas surprenant si certaines de nos enquêtées ont d'abord commencé à bâtir leur légitimité avec *par* les associations. Une façon pour nous, de

chercher le politique en dehors de ses espaces conventionnels (Bonnetcase et Brachet, 2021), et de le considérer « par le bas » au sens d'un lieu d'observation pour appréhender la diversité de ce qui se passe dans la quotidienneté des relations de pouvoirs et des pratiques sociales des femmes.

Quelques témoignages montrent que les femmes entrent en politique avec l'espoir d'avoir un financement pour réaliser les activités soit de l'association ou la tontine. Grâce à l'appui des ONG (nationales ou internationales), les femmes capitalisent un savoir-faire qu'elles transportent au sein des partis politiques en vue d'avoir une place confortable. On peut citer le cas de cette militante qui est entrée en politique avec l'espoir d'aider son mari. Elle fut la présidente des femmes d'un parti politique malien. Au départ, elle n'avait pas l'ambition d'occuper un poste de responsabilité mais plutôt de collecter des fonds pour aider son association. Elle tire son expérience des tontines, qui lui a permis de participer à plusieurs formations sur l'alphabétisation et l'entrepreneuriat. On peut également citer Wangari Maathai – (un modèle pour certaines intellectuelles militantes maliennes), qui, grâce à son militantisme dans le mouvement Green belt⁷, est devenue une figure politique très influente. Elle a été élue députée de sa circonscription et est devenue le symbole de la résistance populaire contre la dictature gouvernementale. Son combat pour la préservation de l'environnement, le respect des droits des femmes et de la démocratie lui valut le Prix Nobel de la Paix. *Unbowed* (2006), son mémoire, retrace son combat au sein de la société civile qui lui a aussi ouvert le champ politique.

Conscientes de l'importance de cette ressource humaine, elles usent de stratégies individuelle et collective pour perdurer dans cet espace. Parmi, ces stratégies, il y a celles liées à la séduction autant par des hommes que des femmes. Il faut noter que ces logiques de séduction ne sont pas une nouveauté. Déjà dans l'histoire de la Grèce

6 Cette information est issue d'échanges avec les jeunes des partis politiques dans le cadre du programme «jeunesse politique de la FES».

7 Green Belt Movement ou GBM) est une organisation non gouvernementale citoyenne et indigène kenyane basée à Nairobi et engagée pour l'écologie et l'écoféminisme. https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_de_la_ceinture_verte

antique, la séduction passait surtout par l'art oratoire mais aussi par le physique.⁸

Nous retrouvons cet état de fait dans les sociétés africaines notamment au Mali où les jugements se posent sur l'apparence et la beauté de l'élu(e) : « L'image des candidats est ainsi devenue décisive dans la compétition politique. Elle classe et distingue, hiérarchise les préférences »⁹

Ce rapport à la séduction et à la beauté se perçoit également lors des renouvellements de bureau. Lors de nos enquêtes, certaines femmes sont traitées de *sungurunba* litt. (« prostituées ») au sein du parti pour avoir bénéficié de privilèges par les hommes de ce même parti comme ici :

« C'est X qui devait être choisie, et nous avons soutenu cette dame parce qu'elle était engagée et elle a longtemps milité dans le parti. Elle était la seule légitime à remplacer la présidente qui est décédée(sic) durant son mandat. Mais, c'est une autre femme du même quartier qui a été choisie(sic) pour être présidente. On sait tous, pourquoi elle a été prise pour ce poste, car c'est une pute et la maîtresse de X {un grand responsable au sein du parti} » (entretien du 5 avril).

Elles sont généralement jeunes, belles, instruites et complètement émancipées sur leur sexualité. En effet, la sexualité devient dès lors un moyen et une stratégie pour ces femmes d'atteindre leurs objectifs dans cet espace masculin. Ces tensions entre les femmes sur la légitimité à occuper ou pas un poste, certaines s'affrontent à tout point de vue comme montré par cet extrait d'entretien :

« si un chef me déclare la guerre en donnant mon poste à une autre, je quitte et je fais ma vie avec un autre parti s'il faut. [...] Ce sont des gens qui se prennent comme un petit Dieu. » (entretien du 5 avril).

8 HOURMAN, François, 2021 : « la beauté élective », Pouvoir et Beauté [En ligne, consulté le 15/05/2023, URL-<https://www.cairn.info/pouvoir-et-beaute--9782130825562-page-59.htm>]

9 Ibidem

Ces conflictualités au quotidien deviennent inhérentes à l'évolution d'un parti politique au Mali et ailleurs :

« C'est une lutte perpétuelle dans un parti. C'est une lutte de leadership. Rien ne se gagne sur un plateau d'or. Je ne suis pas féministe et je n'attribue pas à ma féminité les difficultés rencontrées pour me hisser sur ce piédestal mais à la nature humaine [...] Les relations dans un parti sont en dents de scie. Parce que, chaque élection finit avec son corolaire de déceptions et de nouvelles aventures qui laissent des fois une tache indélébile. Pour l'intérêt du parti, on fait table rase. On se sent dans l'obligation de conjuguer les efforts et aller en équipe. » (entretien du 6 mai 2023)

Au-delà de cette conflictualité de basse intensité, d'autres raisons sont avancées par les femmes rencontrées, motivant leur départ du parti comme ici :

« j'étais dans le parti YELEMA à cause de Moussa Mara, mais j'ai vite compris que le parti n'était pas à l'image de Moussa Mara, ce qui m'a vite désenchanté(sic). Il y'avait toujours un décalage entre ce qui se disait et ce qui se faisait » (entretien du 17 avril 2023)

Plusieurs discours de nos enquêtées s'accordent sur un certain nombre de points par rapport à l'engagement des femmes en politique. Elles concilient leur rôle d'épouse et mère avec leur engagement politique comme montré ici :

« Mon mari ne m'a rien empêché, au contraire, il m'a encouragé(sic) dans mon combat politique. Je m'arrange à faire tout ce dont il a besoin pour ne pas qu'il se fâche après moi. Il ne s'agit pas de la servitude mais plutôt d'accomplir mon rôle de femme mariée. Parfois, pour le mettre à l'aise quand je reste tard au bureau, je l'appelle au téléphone et il suit nos réunions sans intervenir bien sûr. Il sait à quelle heure je commence la

réunion et à quelle je la finit(sic). Une stratégie pour le rassurer, d'une part, et que je puisse continuer à faire de la politique, d'autre part. Ce qui n'est pas le cas de toutes mes sœurs militantes.» (entretien du 31 avril 2023)¹⁰

Pour un militant, « *Quand, la femme se met à sa place tout ira mieux. L'homme de nature est jaloux de son autorité, il faut avoir cela en tête et faire avec quand tu veux « réussir » en politique en tant que femme* » (entretien du 17 avril 2023).

Des expériences issues de nos enquêtes de terrain attirent notre attention sur les stratégies des femmes à faire carrière en politique.

3.2. Construction de vie politique et stratégie de négociation des femmes politiques

Pour une enquêtée, la stratégie de négociation des femmes en politique n'est pas pour évincer les hommes ou encore « *vouloir leur arracher la vedette* », mais d'avoir une place dans cet espace dit « masculin ». Certaines ont eu accès à cet espace au même titre que l'homme grâce à leur niveau d'instruction montré ici :

« Moi j'ai connu un parcours complet hein et je le dis partout. Depuis le comité ou(sic) on se cachait pour faire les réunions jusqu'à maintenant le bureau national. C'est déjà très

¹⁰ Selon le Directeur de programme de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) « Cette histoire rappelle les difficultés qu'avaient les femmes pour participer aux activités politiques ou associatives de la CAFO ou de l'APDF en partenariat avec la FES. Il fallait envoyer, à l'avance, les lettres d'invitation à la formation afin que les femmes les montrent à leurs maris afin d'obtenir l'autorisation de participation. Il arrivait aussi que les premières responsables de ces associations rendent des visites de courtoisie dans les familles des femmes engagées afin de convaincre les maris ou la famille de la nécessité d'accompagner ou de soutenir les femmes ou filles. Si dans certains cas, cela a rassuré les maris ou les familles, dans d'autres situations, les responsables mêmes des associations n'ont pas inspiré confiance. Des femmes m'ont souvent rapporté que les maris ou la famille ont posé des questions sur la situation matrimoniale des responsables (mariée, divorcée). » (Dicko, 2023, FES)

difficile pour une femme ici au Mali de s'affirmer comme femme politique. J'ai compris qu'il fallait se battre et faire valoir ses idées, pour montrer aux hommes que nous sommes capables de porter les mêmes réflexions, et d'animer les mêmes activités qu'eux. La précision dans mes actions a fait de moi, une femme respectable et respectée dans cet univers masculin » (entretien du 31 avril 2023).

Une autre déclare :

« Il faut un savoir-faire pour ne pas trop se faire taper par les hommes en politique. Moi, je ne suis pas dans l'adversité comme certaines femmes. Je cultive le dialogue, privilège la discussion avec les personnes âgées. Les hommes sont très jaloux et violents quand, leur autorité est discutée surtout par une femme. Par ailleurs, je me réclame de défendre la cause des femmes, mais je ne me(sic) suis pas féministe. Cela t'évite d'avoir tous les hommes sur le dos » (entretien du 13 avril 2023).

Ceci dit, il est intéressant d'entendre dans le discours des femmes que c'est grâce à elles que les hommes accèdent à des postes de responsabilités dans les partis politiques et dans les hautes fonctions administratives. Ceci nous rappelle le mythe d'Idemili dans *Anthills of the Savannah* de Chinua Achebe. Idemili est la déesse qui donne le pouvoir aux hommes, ils passent tous par elle pour être des têtes couronnées. Pour implorer Idemili, les hommes doivent venir avec leur fille ou nièce pour faire le rituel. Donc l'attribut du pouvoir est féminin et s'acquiert grâce aux femmes mêmes si elles-mêmes ne règnent pas.

Un autre élément qui explique la marginalisation des femmes dans l'espace politique est la nature et la structure de pouvoir politique en Afrique. La structure du pouvoir politique est un héritage du système colonial qui était basé sur une gestion phallogratique du régime avec l'exclusion *de facto* des femmes dans des sphères politiques malgré

leur participation active aux luttes anticoloniales. L'espace politique utilise une rhétorique phallogratique et gérontocratique qui invisibilise l'espace social des femmes qui est conçu comme un espace féminin (CRDI, 2012). De ce fait, la scène politique fut entièrement réservée aux hommes qui occupaient les instances de prises de décisions et rechignaient à accorder le moindre privilège aux femmes, cantonnées dans les rôles biologiques et sociaux. Cette remarque d'Odile Goerg s'applique à la situation de beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest francophone :

« Les colonisateurs, qu'ils soient militaires, administrateurs civils ou missionnaires, abordèrent l'Afrique non seulement avec les préjugés attachés à ce continent mais aussi avec les clichés catégorisant les sexes dans la société occidentale. Les administrateurs coloniaux se contentaient de projeter les réalités métropolitaines ou de porter un regard condescendant sur les africaines(sic), dont le sort serait a priori moins enviable que celui de leurs consœurs européennes. Préjugés occidentaux et masculins s'alliaient par conséquent pour attribuer aux femmes colonisées un statut légal d'emblée inférieur. » (Goerg, 1997 :1)

C'est ainsi que les mouvements des femmes en Afrique de l'Ouest ont combiné lutte anticoloniale et celle anti patriarcale, car les deux allaient de pair en défendant leurs intérêts et ceux de leur communauté. Elles ont milité au sein des partis politiques et dans des mouvements syndicaux pour avoir une visibilité et faire entendre leurs voix dans la gestion des affaires. Aoua Keita et les femmes de l'Union Nationale des Femmes du Mali (UNFEM) ont suivi cette trajectoire.

Créée en 1974 à la suite de la dissolution de la Commission des Femmes Travailleuses, l'Union Nationale des Femmes du Mali (UNFM) qui se présentait comme « l'organisation unique de toute femme malienne » avait pour l'objectif de défendre les intérêts de la femme et de la famille tout en assurant leur participation effective au

développement politique, économique, social et culturel du Mali. Elle avait comme objectif principal, l'émancipation des femmes et la conscientisation politique des femmes maliennes. Cependant, l'UNFM est devenue plus tard « une caisse de résonance » du régime militaire de Moussa Traoré. Elle ne rendait plus compte devant les femmes, mais devant le pouvoir (Ba, 1993 : 68-75). Mais en adhérant à l'UNFM, les femmes maliennes voulaient avoir un espace d'expression politique même si l'organisation est devenue plus tard un démembrement du parti au pouvoir.

En intégrant les partis politiques et la société civile, les femmes ont pu concilier les revendications d'intérêt national avec leurs propres revendications en tant que femmes occupant un statut d'épouse et de mère dans la société. On retrouve les mêmes trajectoires dans la littérature des femmes. Ainsi, dans *Sous fer* (2013) de Fatoumata Keita, la mère de l'héroïne, Fata, n'ayant pas pu pousser ses études à cause de sa grossesse. Elle a ainsi créé une tontine qui s'est transformée en une association nommée, l'Union pour l'épanouissement des femmes (UPEF) dont les activités sont orientées vers l'amélioration des conditions de vie des femmes en difficultés (Keita, 2013 :57-59). De même, dans *Rebelle* (1998) de l'ivoirienne, Fatou Keita, Malimouna, l'héroïne a mis en place l'AAFD (Association d'Aide à la Femme en Difficulté) notamment contre les violences faites aux femmes.

Néanmoins, il faut noter que la fin du siècle marqua un tournant décisif dans l'évolution des rapports sociaux de sexe dans le monde et en Afrique subsaharienne. Si en 1960, les femmes ne représentaient que 1 % des parlementaires, la moyenne est aujourd'hui de 23,8 % pour l'Afrique subsaharienne. Les variations au niveau des pays est de 27,5 % (Angelo, 2017) et dépasse même certains pays européens. Au Sénégal et au Rwanda des avancées notoires ont été réalisées depuis le début de 2000 à nos jours. Il faut noter que les conférences mondiales ont mis en avant l'égalité de genre et la participation des femmes à la sphère publique. La conférence mondiale « Paix, Égalité, Développement », qui s'est tenue en 1995, a réuni les délégations de 189 gouvernements avec pour objectif l'adoption

d'un « Plan Mondial » d'actions prioritaires accéléré sur « la participation pleine et sur un pied d'égalité des femmes à toutes les sphères de la vie publique et privée, y compris la prise de décision sur le plan économique » (1995 :2). Cette quatrième conférence des Nations Unies, organisée à Beijing, a marqué un tournant décisif dans le programme mondial d'égalité de sexe. Elle fait suite à l'amélioration du statut des femmes, après celles de Mexico (1975), de Copenhague (1980) et de Nairobi (1985).

Aujourd'hui, elles choisissent une approche par le bas afin d'asseoir leur légitimité politique. Elles commencent par donner sens à leur engagement en faisant comme les hommes voire plus, illustré par cet extrait d'entretien :

« j'ai eu la chance d'entrer dans le parti assez jeune, et le poste de secrétaire général du bureau des jeunes m'a été confié. J'ai donc profité de cela pour m'affirmer publiquement. Je dirai qu'on m'a confié ce poste parce que j'ai le sens de responsabilité et une persévérance dans ce que je fais. On me reproche de ne pas m'amuser(sic) comme tous les jeunes de mon âge » (entretien du 13 avril 2023).

Une autre témoinne, « je suis informaticienne, et (ai) fait beaucoup de formation sur l'engagement politique. Je peux m'exprimer sans difficulté sur l'histoire politique de mon pays voire de certains pays voisins. J'ai tout misé sur la formation, dès que j'entendais parler de formation politique, je parlais » (entretien du 18 avril 2023).

En fin de compte, les stratégies des femmes pour faire carrière politique passent par une série de négociation et de contournement. Négocier leur prise de parole dans l'espace public et leur acceptation dans l'espace politique, se fait de façon subtile pour ne pas trop changer les rapports de genre. La négociation passe aussi par le yèrèta, litt. (« autonomisation financière ») comme ici :

« on ne peut s'imposer en politique au Mali, sans avoir les moyens et savoir aussi les distribuer - sachant que cette distribution n'est autre que l'achat du vote, l'on n'est pas

loin de penser que la corruption des électeurs est une stratégie, tant par les hommes que les femmes. J'ai toujours privilégié l'échange, même avec ceux qui étaient en désaccord avec moi. Tu sais ma fille, ça été difficile avec mon premier parti politique, car j'étais incapable de faire passer mes idées. Pour éviter l'adversité, j'ai décidé de me retirer tranquillement et évoluer avec ceux et celles qui portaient un intérêt à mon combat politique. Mais, pour briller en politique, il faut avoir les moyens financiers, et c'est le cas de mon ainé Moussa Mara du parti YELEMA. Cet expert-comptable a su asseoir sa légitimité en commune 4 et aussi à l'échelle nationale » (entretien du 05 mai 2023).

Ou encore, « Il y a des femmes qui viennent de nulle part, mais participent à toutes les formations, aux réunions. Le problème est qu'on ne connaît même pas ces femmes-là. Un beau jour, elles sont aux commandes des activités. On les met à ces postes parce qu'elles ont de l'argent et de relations » (militante - entretien du 2 mai 2023). Malheureusement, ce manque de moyen financier exclut des jeunes et les femmes à occuper certains postes comme montré ici : « ne t'engage pas dans la politique si tu n'as (sic) une assise financière, sinon tu risques d'être esclave des hommes ou du système » (entretien du 05 mai 2023).

En définitive, ce qui ressort du discours des femmes enquêtées est que les femmes ne sont pas assez récompensées malgré le rôle prépondérant qu'elles jouent au sein des partis. Si elles considèrent que les hommes les utilisent pour accéder au pouvoir, qu'en est-il de l'image qu'elles ont d'elles-mêmes ? Comment se représentent-elles en tant que femmes politiques ?

Faire de la politique « autrement » revient à interroger non seulement les stratégies d'adaptation, mais aussi de contournement. Pour cela, les femmes politiques au Mali, mobilisent deux notions essentielles pour asseoir leur légitimité. Il s'agit de *kunko* (litt. « affaires, travail ») *mogo ya* (litt. « relations sociales, serviabilité. »

3.2.1. *kunko* et *mogo ya* : deux notions éminemment symboliques en politique

Le corpus d'entretien semi-directif a permis de repérer que *kunko* et *mogo ya* sont signifiantes et semble faire référence aux conditions sociales des femmes. On peut dire que le discours relatif au *mogo ya* est fortement lié à celui de *kunko* qui s'articule autour des événements liés à la vie sociale des maliens et maliennes comme nous fait savoir cette militante :

« J'ai grandi avec des gens. Mon papa est musicien et ma maman est une ancienne basketteuse. J'ai vécu entouré de monde, et à chaque fois que je pars quelque part(sic) je suis attirée par la foule. A chaque activité, je participe et j'aide du mieux que je peux. Si les gens te voient sur ce chemin, ils te respecteront. Je suis arrivée dans ce quartier en 2012, je ne connaissais personne, j'ai donc approché quelques femmes connues, et je les(sic) ai demandé si toutefois, on pouvait organiser des activités dans le quartier. Depuis ce jour, je suis associée à toutes les activités du quartier. Et, l'imam aussi m'informe à chaque événement que la mosquée organise une activité » (entretien du 1 avril 2023).

D'ailleurs, ces deux notions s'inscrivent dans ce qu'on a appelé le *mugnu ani sabali*, (litt. « encaisser et patienter »), c'est-à-dire, la femme doit endurer tout en espérant un avenir radieux dans son couple et la notion est rapatriée en politique comme ici :

« Je suis arrivée ici grâce à ma patience. Être dans un parti ne va pas sans encaisser des coups. Beaucoup de choses sont arrivés(sic) durant mon parcours, depuis le comité jusqu'à la section. Quand tu es avec les femmes ce n'est pas facile, Mais à chaque fois(sic), qu'il y a un malentendu, je fais fi de ça et trouve les astuces pour réduire les tensions au sein du groupe. Je ne me suis jamais proposée pour

un poste, ce sont les gens qui me désignent toujours du fait de mon courage et abnégation » (entretien du 17 avril 2023).

Pour une autre, (étudiante – militante) « *Le parti politique signifie l'humanisme (adamaden ya). Les personnes ont des postes, non pas parce qu'elles ont de l'argent ou qu'elles sont belles, mais en faisant ce dont les gens attendent de toi, c'est à dire(sic), être dans le social. Par exemple, le décès est une affaire de tous, si c'est dans le quartier, j'y vais pour présenter mes condoléances »* (entretien du 8 mai 2023).

Si, réussir en politique demande d'être endetté socialement, les femmes s'y plient pour donner un sens à leur combat politique. Dans le discours des femmes, il est inconcevable qu'un homme ou femme politique puisse avoir une légitimité sans participer aux actions dites sociales (baptême, mariage, décès, etc.). Contrairement aux femmes, les hommes font une nette distinction entre les activités qui relèvent du social et les affaires du parti politique.

Un président du bureau des jeunes de notre mosquée déclare :

« Ce poste au niveau de la mosquée, n'ai(sic) rien avoir avec le parti. C'est les chefs de famille qui se sont réunis pour me désigner afin de les accompagner dans la mise en place des actions dans le cadre du développement dans le quartier. Il faut savoir que le parti à son orientation et ses objectifs. Si tu prends un engagement dans le quartier au nom du parti et, qu'à la dernière minute le parti change d'avis, ces personnes ne verront pas le parti mais toi. Si c'est une action politique, on le dit clairement dès le début pour lever toute ambiguïté. Ça permet que les gens fassent la différence entre tes actions en tant que citoyen à tes engagements politiques. Je compte préserver mon identité personnelle » (entretien du 7 avril 2023).

Analyser le discours des hommes et des femmes sur la manière dont ils ou elles construisent leur légitimité politique, permet d'affirmer qu'il

faut une dose de « marketing politique » - qui passe par une présence physique dans l'espace public. Dans ce même registre de la politique, ce qui ressort des entretiens, c'est la redondance du rôle attribué à la femme politique. Il va de la mobilisation et de l'organisation des campagnes électorales. Le sentiment d'être « quelqu'un » dans un parti politique fait que les femmes interrogées continuent à exercer ce métier malgré les intimidations et les menaces de mort.

Il faut aussi noter que ces acharnements contre les femmes dans la politique est une réalité partout dans le monde, car la politique c'est l'échiquier du pouvoir par excellence. Dans leurs autobiographies, plusieurs femmes leaders politiques en Afrique ont évoqué la violence machiste dont elles ont fait face dans leurs parcours politiques. La Kenyane Wangari Maathai, lauréate du Prix Nobel de la Paix, a été emprisonnée plusieurs fois au point qu'elle a reçu le sobriquet de « jailbird », c'est-à-dire « oiseau de prison ». Elle a indiqué dans son autobiographie intitulé(e), *Unbowed* (2006 :254) que « a woman politician needs the skin of an éléphant » (254). En d'autres termes, une femme qui décide de s'engager en politique devrait avoir une peau d'éléphant pour résister aux attaques. Elle raconte comment elle a été insultée, vilipendée et traitée de tous les noms. Même son divorce a été instrumentalisé, médiatisé pour la dissuader de mener ses activités politiques en faveur des droits humains, l'environnement et la démocratie. Elle a subi des violences verbales, psychiques pour la réduire en silence et donner ainsi une leçon aux autres femmes qui ont des ambitions politiques.

Quant à Aoua Keita qui combinait lutte anticoloniale et lutte pour les droits des femmes, elle reçut plusieurs conseils de se retirer de la politique. Lors de sa mutation disciplinaire au Sénégal qui l'amène à Bissau, un homme lui donna ce conseil : « Chère Madame, je vous donne un conseil d'aîné : retirez-vous de la politique, elle n'est pas bonne pour les hommes et elle peut être fatale pour une femme » (175-176).

À Ziguinchor, elle reçut la même consigne de la part de l'Inspecteur de la Santé de l'AOF en ces termes : « Je vous demande, Madame, de

ne plus faire de la politique. Vous avez un métier qui vous permet de vous rendre très utile à votre pays, mais surtout pas d'activités politiques ! » (191). Malgré toutes ces mises en garde, « la petite sagefemme » comme on la surnommait a continué à faire de la politique et du militantisme syndical qui étaient devenus son levain et la raison de son existence » (Keita, 2019 :64).

Lors des élections parlementaires, elle fut chassée par un chef de village qui lui a reproché de s'être engagée en politique en ces termes :

« Sors de mon village, femme audacieuse. Il faut que tu sois non seulement audacieuse, mais surtout effrontée pour essayer de te mesurer aux hommes en acceptant une place d'homme. C'est la faute des fous dirigeants du RDA qui bafouent les hommes de notre pays en faisant de toi leur égale. Moi, sergent-chef de l'Armée française, ayant combattu les Allemands, accepter d'être coiffé par une femme ? Jamais. J'ai trois femmes comme toi qui me grattent le dos tous les soirs à tour de rôle (389-390). »

Ces violences envers les femmes en politique ont souvent été banalisées comme faisant partie intégrante de la politique. Ainsi, selon NDI (2021 :9-10) « Si la violence politique n'est pas toujours spécifique au genre, la violence contre les femmes en politique présente trois caractéristiques distinctes : elle vise explicitement les femmes en raison de leur sexe ; ses formes sont sexuées, comme l'illustrent les menaces sexistes et la violence sexuelle ; et elle a pour effet de décourager plus particulièrement les femmes d'être actives politiquement ou de le devenir. » Selon le Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone (ROAF), « La participation politique des femmes a progressé en qualité et en quantité dans presque tous les pays du monde, mais la violence sexiste perdure tout de même dans la vie politique d'un certain nombre d'entre eux. Dans les pays ayant appliqué le principe de l'alternance et de la parité dans leurs listes électorales, avec pour résultat que les listes comportent un homme et une femme en alternance, y compris pour les postes

de remplaçants, un grand nombre de femmes continuent à être victimes de harcèlements et de violences visant à les faire renoncer à leur place en faveur des hommes ». Cependant, plusieurs pays peinent à faire passer des lois contre les violences basées sur le genre à cause de la persistance des normes patriarcales et la résistance des autorités religieuses.

Au Mali, l'avant-projet de loi contre les VGB n'est toujours pas voté, car des leaders religieux musulmans estiment que le texte est contraire aux valeurs culturelles de la société malienne et risquerait donc de déstabiliser les familles.

Pourtant, et malgré quelques avancées sur leur condition de vie des femmes, elles restent des agents de mobilisation lors des campagnes électorales. C'est le cas du bureau des femmes d'un parti où les femmes sont sollicitées très souvent par le parti pour l'organisation des événements. La présidente de la section des femmes de la commune 5 nous explique son désarroi face à cette situation : « *Mon engagement et ma conviction dans le parti, c'est aussi pour permettre aux femmes d'accéder à des postes électifs. Elles sont plus nombreuses dans les partis(sic), mais reste(sic) minoritaire(sic) quand il s'agit de prendre des décisions. Par exemple, pendant les élections, les hommes nous prennent pour travailler, nous sommes pour eux, des machines à travailler. Au moment de tirer profit, ils nous abandonnent* » (entretien du 5 avril 2023).

Les propos du secrétaire général de la commune 6 du parti ADEMA-PASJ va dans ce sens. Il montre cette division sexuée du travail qui assigne les militantes dans des rôles mineurs, même si elles sont (sic) cœur du processus (recrutement de nouveau membre, organisation des réunions, meetings et campagne électorale etc.)

Un des hommes enquêtés affirme que les femmes s'impliquent plus dans les activités des partis que les hommes, à cause de leur capacité de mobilisations. Pour lui, les femmes sont même plus engagées que les hommes, car lors des élections, ce sont elles qui mobilisent plus de monde dans le parti, sa femme qu'il a introduite dans la politique est plus engagée que lui-même et elle arrive à mobiliser et à faire intégrer d'autres femmes dans le parti. Par contre, il dit que l'ascension des femmes est plus lente que

celles des hommes, car les femmes instruites ne sont pas nombreuses et elles ont souvent tendance à manipuler les autres au niveau des sections.

Selon une autre enquêtée, « *la femme malienne est une battante et porte une grande conviction pour ce qu'elle fait* ». Cependant, elles sont souvent au cœur des litiges, « *malheureusement, les femmes ont toujours attisé la flamme* ». Pour celles qui n'ont pas de condition et sont arrivées par népotisme ou autres facilités, elles ont tendance, selon elles, « à se donner aux plus offrants ». Ces dernières font figure d'usurpatrices et se font facilement manipuler(sic) et exploiter(sic). Non seulement elles ont peu d'éducation politique, mais elles utilisent leur charme pour avancer leur carrière ce qui attisent des conflits et des rivalités au sein des partis. Selon une autre, « les hommes semblent avoir de l'admiration pour les femmes qui se distinguent dans le parti par les actions et leur dévouement au niveau du parti. »

Mais il existe aussi des femmes qui ont fait leur preuve et ont accédé aux postes de responsabilité par consensus. Mais, cela n'occulte pas les discriminations dont elles font face en général, « *souvent, les gens font des amalgames en pensant que les femmes ne peuvent pas gravir les échelons par leur propre effort et mérite* ». Aussi, les tentatives de discréditer les femmes leaders sont aussi monnaie courante et pour elle la stratégie est « *d'avoir le dos large et se mettre au-dessus de la mêlée.* »

D'autres transforment la sphère politique en un lieu d'échange sur les problématiques liées aux femmes - ce qui déplaît à certaines, comme nous explique cette ancienne militante du parti YELEMA : « *lorsque tu participes aux réunions du parti, tout ce que tu entends ce sont les problèmes de femmes. A chaque fois, j'intervenais pour qu'on revienne au sujet principal. Je ne vois pas l'intérêt de venir raconter ce qui se passe dans nos familles ici dans le parti. On a fini par me traiter de toubab¹¹* » (entretien du 18 avril 2023).

11 Le toubab serait une déformation de l'arabe « tabib » (signifiant médecin). Il est utilisé pour qualifier une personne ayant adopté le mode de vie à l'occidentale. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Toubab>

Si les partis relèguent les femmes aux rôles d'animatrice, il faut reconnaître que le peu de formation politique qu'elles ont eue, ne leur permet pas de se hisser à des postes de responsabilités clés du parti. Quelques-unes, bien formées et émancipées économiquement arrivent à se construire toute une carrière politique avec ou sans les hommes. Au-delà de la formation politique, le non-accès à l'éducation est un handicap majeur pour les femmes à occuper des postes stratégiques au niveau des partis. Pour cette militante non-instruite, « ce sont ces femmes instruites qui atteignent un certain niveau au sein du parti. Celles qui ne sont pas instruites aident comme elles peuvent, mais reste(sic) toujours exploitées par celles qui sont instruites. Les femmes qui ne sont pas instruites et qui arrivent à se construire dans le parti, restent toujours sur ses gardes, car se disent qu'elles peuvent être évincées à tout moment par celles qui sont instruites » (entretien du 4 avril 2023).

Il est vrai que les rapports entre hommes et femmes dans les partis politiques sont marqués par une relation de méfiance, de frictions voire de lutte pour avoir une totale autonomie sur son engagement.

3.2.2. Le genre en lutte : de l'engagement à l'acceptation

Cette construction du champ féminin se fait avec et par les femmes. La légitimité des femmes politiques dépend des autres femmes avec son lot de désaccord comme ici :

« Mon premier souci, c'est les femmes. Elles savent ce qu'elles veulent, donc difficile de leur imposer autre chose. Même quand vous vous battez pour obtenir un poste ou quand tu travailles plus que d'autres, ce sont les jalousies qui commencent. On va aller gêner ton nom partout. Mais bon, moi j'essaie de faire avec cette situation » (entretien du 18 avril 2023).

Ou encore, « Mon fils, la jalousie des femmes en politique est pire que tout ! Les femmes sont très jalouses entre-elles. Le fait d'avoir une position, crée des rivalités au sein du parti. Mais on essaie

de garder le sourire et d'avancer » (entretien du 18 avril 2023).

En revanche, une fois que tu as une légitimité auprès d'elles, tu deviens intouchable dans ton territoire comme ici :

« Les hommes ont peur des femmes politiques comme moi. Quand je demande aux femmes de ne pas soutenir un candidat, elles ne le font pas. Donc, les candidats lors des élections préfèrent composer avec moi que d'essayer de me combattre dans mon quartier. Cela se traduit par des attitudes des hommes politiques comme tenir des réunions sans que je sois informée et proposée des noms pour la constitution de la liste des candidats. Pire, les hommes politiques ont voulu m'éjecter du poste à la mairie de kalaban-coro sans succès, car j'ai la confiance et la parole des femmes. Ils ont compris maintenant qu'on est obligé de passer par moi pour accéder à ces femmes » (entretien du 18 mai 2023).

Les enquêtes montrent que l'échange est au cœur de la construction des réseaux relationnels qui structurent les rapports politiques tant au niveau local que national. En conséquence, plus le réseau a du pouvoir, plus il contrôle le territoire dans lequel il évolue et se l'approprié.

Théoriquement, le fonctionnement des réseaux peut, à première vue, sembler anodin, très simple, à tel point qu'on ignore les effets secondaires que peut engendrer une telle organisation sur la vie quotidienne de cette femme, et même l'organisation territoriale de l'espace urbain où elle évolue. En suivant à la lettre cette dynamique réticulaire, d'autres paramètres viennent s'associer et influencer soit directement ou indirectement sur l'attitude de cette femme politique. Cela nous amène à poser une question : comment se construit ce rapport femme politique/légitimité traditionnelle au sein de ce réseau ?

La légitimité de certaines femmes découle de leur capacité à pouvoir coopter la plupart des chefs du village. Ce fut le cas de cette

militante qui, à chaque occasion donne des cadeaux aux légitimités traditionnelles, ce qui a considérablement contribué à asseoir sa légitimité lors de ses sorties publiques et politiques. Cette stratégie lui a valu une notoriété dans l'espace politique illustrée ici : « *Moi je peux taper ma poitrine pour dire que je connais tous les chefs du village de kalaban-coro et ils me connaissent tous. Ce n'est pas le cas des hommes politiques d'ici ...hein. Je suis avec eux, et ils sont aussi avec moi. Il me suffit de leur demander de venir à une de mes activités, et viennent tout(sic). Cette confiance avec(sic) les chefs de quartiers s'est installée du fait de ma ténacité(sic) et ma rigueur. Je te raconte une petite histoire, tu sais Issouf, avant(sic) quand je les invitais, je leur donnais toujours le prix du cola, en guise de remerciement. Aujourd'hui, ils viennent et refusent même parfois de prendre l'argent avec moi. Et moi, je les(sic) envoie du sucre pendant le mois de ramadan. Tu vois, je viens de recevoir l'appel du chef de village de Kalaban-coro dougou-coro qui m'informe avoir reçu son sucre pour le ramadan » (entretien du 1 avril 2023).*

Elle nous explique que sa politique n'est pas d'occuper des postes de responsabilités au sein de son parti où des querelles existent déjà, mais de renforcer la confiance placée en elle par les femmes. Mieux encore, elle est reconnue comme celle qui a les chefs dans sa poche (litt.« *dougoutilaka bè né dé bolo* »).

Ainsi, sa légitimité s'est construite à travers le don des vivres lors des activités, la distribution des sucres lors du ramadan aux chefs du village, par la confection des pagnes lors du 08 mars. Cette **militante stratège** a aussi fait recours aux tontines et associations des femmes pour asseoir sa légitimité dans le parti. Elle a noué des partenariats avec la CAFO qui est la coordination des associations et ONG féminines au Mali. Elle les invite dans ses activités, ce qui lui donne de la visibilité et du respect. En faisant appel à d'autres femmes leaders, elle a réussi à mieux se faire connaître dans le milieu associatif et surtout à visibiliser ses activités, ce qui a renforcé son ancrage politique et social. Elle est aujourd'hui pionnière du mouvement des femmes de l'URD dans son quartier.

L'utilisation des médias sociaux par les femmes : pour quelle stratégie ?

En partant de la définition de réseau social comme « un site internet ou une application mobile permettant de développer des interactions sociales, de se constituer un réseau de connaissances, d'amis ou de relations professionnelles, avec lequel on interagit en temps réel » - <https://www.solocal.com/ressources/articles/definition-reseaux-sociaux>, il s'agit aussi de monter les échelles (collectif et individu) à partir desquelles les choses se construisent.

L'heure du 21^{ème} siècle, est devenu l'heure des réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Tik tok, Instagram, Twitter, etc.). Pour les acteurs de la vie publique et politique, ce média est considéré comme un outil professionnel de construction et de gestion de leur image – d'autant plus que la communication est au centre de toute stratégie politique. Contrairement aux idées reçues, la promotion des femmes politiques serait favorisée, non pas seulement par des stratégies relationnelles adaptatives, à commencer par une socialisation, mais par la mobilisation des réseaux sociaux.

Selon Maria Giuseppina Buno et Mathieu Chauvet (2014) « Les réseaux de femmes reposent, par construction, sur un regroupement affinitaire, ce qui les amène à privilégier une socialisation au féminin. En effet, même mes réseaux pro-femmes de composition mixte sont très majoritairement captés par les femmes leaders. » (Giuseppina Buno & Chauvet, 2014 : 169).

Conscientes de l'importance des médias sociaux, la nouvelle figure féminine interrogées sont toutes actives sur les réseaux sociaux. Elles affichent des convictions personnelles, voire contestent le pouvoir établi, en mobilisant soit le rap, soit les graffitis ou en réactualisant des codes culturels traditionnels. Elles utilisent couramment WhatsApp pour l'organisation des manifestations sociale et politique, cet espace devient au final, un lieu de sensibilisation et d'action politique des femmes. Si, certaines configurations de réseaux sociaux sont bénéfiques pour certains acteurs politiques, elles sont néfastes pour d'autres et pourrait devenir un espace de harcèlement et de dissuasion pour celles qui veulent occuper

un poste stratégique. Les femmes inventent aujourd'hui des horizons nouveaux d'affirmation politique en dehors des sphères traditionnelles où elles sont souvent exclues. Ainsi, l'espace virtuel demeure leur espace de construction et de visibilité politique.

Adeptes d'une forme de démocratie directe, elles préparent l'avènement d'une société moins hiérarchisée et où la femme se construit en tant qu'individu et pas seulement en tant que femme. Les jeunes femmes maliennes comme Adam Dicko¹² et Sadya Touré¹³, utilisent les médias sociaux et l'écriture pour faire valoir leurs revendications politiques et citoyennes. Dans un ouvrage intitulé, *Être une femme ambitieuse au Mali* (2018), un opus qui mélange le style autobiographique et l'essai, la bloggeuse et écrivaine, Sadiya Touré écrit : « La jeune femme leader est quotidiennement confrontée à des situations qui dépassent l'ordinaire. Ces quelques femmes qui ont décidé de prendre leur vie en main et d'être responsables d'elles-mêmes [...] sont différentes [...] Je fais partie de celles qui ont refusé de subir, de ne pas faire comme tout le monde, de me frayer mon propre chemin, d'être heureuse et surtout ; « d'être une femme accomplie, une jeune femme leader [...] Je suis ambitieuse [...] Et alors ? Quel mal y a-t-il à vouloir donner du sens à sa vie ? » (Touré, 2018 : 22-23).

Ces nouvelles figures politiques contemporaines, de par leurs attitudes décomplexées, insufflent un souffle nouveau et donnent un nouvel élan à la démocratie mise en mal par des décennies de tourments politiques avec son lot de mauvaise gouvernance, corruption, népotisme, coups d'états et le terrorisme. Leur engagement passe aussi par la prise en compte de nouvelles formes de mobilisations politiques en dehors des sphères traditionnelles et institutionnelles, notamment les réseaux sociaux qui constituent aujourd'hui les « hétérotopies » du possible en ce qui concerne la participation politique des femmes.

12 Elle est entrepreneure sociale et activiste – Directrice Exécutive de l'Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie (AJCAD-Mali).

13 Jeune romancière, c'est une influenceuse et bloggeuse malienne. Elle est l'auteur du roman, « Être une femme ambitieuse au Mali » publié aux Editions Innov Mali en 2018.

Enfin de compte, les femmes interrogées inventent de nouvelles modalités de participation politique en combinant les protestations, le lobbying et en utilisant les réseaux sociaux pour faire bouger les lignes.

4. PARCOURS DE VIE DES FEMMES ENGAGÉES EN POLITIQUE : EXEMPLE D'UN MILITANTISME « STRATÉGIQUE »

Membre du Comité National de la Transition - CNT et 4^{ème} adjointe au maire de Kalaban-Coro, elle s'est construite avec et par les associations féminines appelée couramment *muso-ton*. Son engagement politique a commencé depuis 1985 dans la ville de Tonka.

4.1. Trajectoire 1

Elle s'est engagée en politique pour aider son mari comme montré ici :

« Mon engagement à commencer(sic) à Tonka avec les femmes. A travers notre association, on se rassemblait autour du maraîchage. Cet argent nous permettait de se prendre en charge et d'alimenter la caisse dont j'étais la trésorière. Entre temps, une ONG nous a aidé(sic) à clôturer la parcelle qui nous servait de cultivate(sic). C'est à partir de là que,(sic) j'ai été à la recherche de bailleur pour financer nos activités. Une ONG nous a accompagné(sic) à hauteur de 800.000 francs (à raison de 40.000 FCFA par femme). Depuis lors, les femmes mon(sic) fait confiance et j'ai été choisie comme la responsable de l'association ».

Il faut savoir que faire de la politique n'était pas dans l'agenda de cette dernière. Elle s'est lancée pour aider son mari qui était dans un projet, car, (sic) ce dernier cherchait une parcelle pour réaliser les activités du projet comme ici : « *Je me suis vraiment engagée en politique à cause de mon mari. Il coordonnait un projet dans lequel il avait besoin des terres pour cultiver. Ce qui m'a conduit à mener la campagne électorale pour l'URD* » (entretien du 1 avril 2023).

Quelques années plus tard, elle s'installe avec son mari à Bamako, (sic) où elle s'engage de

nouveau dans les dynamiques associatives comme ici :

« Depuis mon arrivé(sic) à Bamako, je me suis retrouvée à tout reprendre, je dis tout. Mais, comme j'avais déjà une expérience dans la mobilisation des femmes, j'ai donc commencé à approcher les femmes du quartier pour créer une association. Ce n'était pas facile au départ, car j'ai eu beaucoup de mal à Bamako à regrouper les femmes qu'à Tonka. J'ai continué à croire et c'est ainsi que nous avons mis en place un comité de l'URD dans le quartier. Tenez-vous bien le logo actuel du parti URD a été pensé et conçu par nous. Qui est devenu plus tard le logo du parti national » (entretien du 1 avril 2023).

En ce qui concerne la manière dont elle s'est légitimée dans son environnement social et dans l'espace politique, elle explique :

« Moi, mon arme de bataille, c'est le fait d'être sincère avec les femmes qui m'ont fait confiance. A chaque cérémonie sociale (mariage, baptême, décès, etc.) dans le quartier, je suis présente. A chacune de mes sorties, je fais un geste d'une grande générosité. Par exemple, lors des cérémonies, je peux demander à prendre en charge, soit les chaises, soit les bâches ou même de l'eau. Cette visibilité via l'économie fait que les gens manifestent une grande confiance en moi, ce qui me permet de les mobiliser à tout moment» (entretien du 1 avril 2023).

Malgré cette acceptation, il y a une dose de rivalités entre elle et les autres femmes. Ces rivalités se manifestent très généralement

lors de l'attribution de nominations ou de responsabilités. Elle témoigne :

« les femmes sont très jalouses surtout quand elles pensent que tu dois parler en leur nom, et recevoir quelque chose en leur nom. Elles sont prêtes à te combattre. Moi on m'a tout dit ici, les femmes m'ont traité de tous les noms, certaines ont même boycotter mes activités. Un jour, quelques femmes sont venues me voir, en m'expliquant qu'elles ne paieront plus les cotisations, car je le(sic) réutilise pour mes ambitions personnelles. A chaque fois, je me trouve à faire comprendre qu'elles ont tort de penser ainsi. Ce n'est vraiment pas facile de gérer les femmes. Mais, une fois qu'elles te font confiance, la bataille est gagnée, elles te seront fidèles à jamais. » (idem)

Dans son rapport avec les militants de son parti, elle est considérée comme une « femme redoutable » pour deux raisons : une forte légitimité auprès des femmes et des autorités traditionnelles du quartier. On comprend ainsi que la construction politique d'une femme est peu probable dans une société où la politique est considérée comme un « métier » d'hommes. Celles qui arrivent à s'imposer sont traitées de tous les noms. Une fois cette légitimité acquise elle défend ses idées partout et son positionnement politique est bien connu dans le quartier.

Pour la contrer, certains hommes politiques passent par d'autres regroupements féminins, ce qui les discrédite aux yeux de ces femmes :

« Dans cet espace d'homme, je me suis imposée en tant que femme. Je les ai montré que moi aussi je peux faire comme eux. Tu peux t'informer partout ici, aucun homme politique ne peut mobiliser plus que moi. Je paye la même somme au même titre qu'eux. Les hommes m'appellent la « dame de fer », parce que je ne me laisse pas faire. Ils savent que je peux faire comme eux voire mieux quand il le

faut. Même au niveau de notre parti, je suis la seule femme qui est à jour dans le paiement de sa cotisation. Je vais te dire quelque chose, les fois où le parti ne parvient pas à régler le loyer du siège, c'est moi qui le fais, de même que le salaire du gardien. Depuis que les hommes ont vu cela, ils ont commencé à avoir peur. » (idem)

4.2. Trajectoire 2

Présidente du mouvement des femmes du parti URD, mariée et mère de trois enfants. Elle a bénéficié d'une bourse d'étude à Paris dans le cadre d'une coopération entre Tombouctou et la France. Elle obtient un diplôme d'Ingénierie en développement local et un Master en construction de projet.

Son engagement politique a commencé dans la ville de Gourma Rharouss au sein du parti ADEMA-PASJ, et elle s'est retirée pour se rallier à Soumaila Cissé en créant le parti URD. Une transhumance politique qui se justifie, d'une part, par des raisons idéologiques et un réseau communautaire, d'autre part. La logique communautaire permet-elle de comprendre les ressorts de la vie politique bamakoise dans un contexte où la confiance accordée en un homme et son nom, son origine géographique et linguistique semblent plus peser que son origine religieuse ?

D'ailleurs, nous pouvons raisonnablement supposer au croisé des variables géographique et ethnique se cache la dimension groupe social en faveur de tel ou tel parti. Finalement, les données de terrain n'ont pas réussi à montrer un militantisme corporatif ou régionaliste, mais elles laissent ouverte la porte à une concurrence politique dans laquelle l'idéologie prime. Ce fut le cas de cette militante de l'URD, qui a usé des bonnes manières pour être acceptée par le parti. Elle a dû s'imposer avec dévouement et tact et surtout en s'acquittant de ses cotisations au même titre que les hommes. Elle raconte, qu'à ses débuts, elle a dû faire face à la méfiance des hommes, car ils organisaient des « réunions clandestines », et n'était pas conviée. C'est tardivement la nuit qu'ils élaboraient des listes pour les échéances électorales. Pour intégrer

pleinement le parti, cette femme s'est rendue incontournable lors de toutes les activités de campagne électorale. Ces actions l'ont rendue plus populaire ; à ce titre, elle est devenue incontournable pour le parti.

Aussi, le rapport aux discours à plaisanterie semble être un élément important dans la politique. Au Mali, ces discours de plaisanterie sont énoncés dans certaines circonstances de la vie politique malienne, dans le but de bénéficier des faveurs de l'opinion publique ; de ce fait, on transpose ce principe identitaire (*senankuya*) en politique pour avoir des privilèges.

Dans ce pays, l'appartenance à une famille, à un clan, est ici l'identité véritable d'une personne. Un Malien n'existe pas principalement par son individualité. Il existe par son appartenance à sa famille. Sa personnalité est fortement teintée par celle de cette famille et de son ethnie. Cette plaisanterie assez particulière est très répandue en Afrique occidentale, même si elle n'a qu'une véritable assise sociale qu'au Mali. Le phénomène a été décrit notamment par Evans Pritchard (1971), Griaule M (1948), Labouret H (1929). Les uns l'ont défini comme une relation permettant d'entretenir une licence langagière entre les individus liés par un pacte de sang ou d'alliance ; et les autres comme une pratique libérant les attitudes « obscènes » ou les « conduites abusives ». Pour tous, cette relation sert de régulateur aux tensions sociales (Douyon, 2006 : 884).

Cette technique est utilisée en politique, notamment par les femmes dans les mobilisations lors des campagnes électorales ou de recrutement de nouveaux membres.

4.3. Trajectoire 3

Parcours différent, mais engagement similaire aux autres femmes décrites auparavant. Son engagement politique a commencé dans le cercle de Bafoulabé (région de Kayes), après avoir fait ses études à l'étranger – notamment en France. Elle a su mettre à la disposition du parti sa vision politique, « *L'homme recule facilement devant une femme qui a une conviction et une vision politique surtout si elle est intellectuelle* », affirme-t-elle. Ses talents d'oratrice et sa capacité

à communiquer avec clarté lui ont été favorables en politique. Elle affirme que quand il s'agit « *de faire des débats*, aucun de ses hommes ne peut l'emporter face à moi ».

Il faut savoir qu'un rapport de genre est plus poignant dans les partis et se traduit par une sorte de marginalisation au sein de ton propre parti quand tu es femme ou jeune : « *Souvent, quand tu dis non, tu deviens marginal, les hommes pensent qu'ils ont le monopole de la vérité et quand tu leur montre les limites, c'est bonjour le mauvais œil* » (entretien du 13 avril 2023).

Évitant de se positionner dans une logique de confrontation directe avec les hommes, un comportement qui risque d'être contre-productif, cette femme leader a choisi de « calmer les ardeurs » des hommes pour s'engager dans une discussion constructive avec eux. Elle s'est aussi gardée de porter la posture féministe devant les hommes pour ne pas réveiller les hostilités.

A cet égard, une autre grande militante d'un parti déplore le fait que les femmes soient tentées par la facilité et ne veuillent pas fournir les efforts nécessaires pour réaliser leurs objectifs et ambitions politiques. Pour elle, les femmes doivent se faire confiance, croire en leur compétence et ne rien attendre des hommes. Elle-même a su avoir la confiance des femmes de sa localité à travers son courage et sa participation constante et sans faille dans les activités des femmes.

Un autre obstacle à l'intégration des femmes au sein des partis réside dans leur mise à l'écart lorsqu'il s'agit d'occuper des postes de responsabilité ou de participer à des formations politiques. Dans son parti, une des femmes affirme avoir été victime de discrimination lors des élections pour les postes de responsabilité. Elle explique : « *Depuis que je suis engagée avec le parti ASMA, je n'ai jamais été proposée pour occuper un poste au sein du parti, ça jamais, ni les autres femmes. Mais ça ne me dérange pas parce que j'ai mes convictions personnelles* » (entretien du 18 avril 2023).

Une autre pratique qu'elle déplore et qui freine l'ascension des femmes dans les partis est le fait que les femmes ne bénéficient pas d'accompagnement lors des périodes électorales.

Le parti préfère choisir les candidates qui ont plus de moyens financiers en *lieu* et *place* de celles qui font tenir le parti. Ainsi, le choix des candidates ne se fait pas par mérite ; il est plutôt guidé par des logiques financières, ce qui crée des frustrations et rivalités entre les femmes.

Aujourd'hui, le fait d'avoir une assise financièrement peut changer les rapports au sein du parti : « *Les femmes qui ont plus de poids dans les partis font peur aux hommes. Tu vas trouver un Monsieur derrière elle(sic), parce qu'elle gère un gros business derrière* » (entretien du 8 avril 2023).

Le manque de moyen financier, de formation et d'expérience politique constituent autant d'éléments qui entravent une participation effective et efficiente des femmes dans les activités politiques. A ce sujet, Ali Tounkara explique la situation des femmes au Mali :

« Les femmes maliennes à l'instar des autres femmes de la sous-région ouest-africaine, se trouvent confrontées à la persistance du système patriarcal qui, en confiant l'exercice du pouvoir à l'homme les exclut de la prise de décision et les maintient dans leur rôle d'épouses. Alors qu'elles doivent être au cœur même des changements qui s'opèrent dans les structures sociales et familiales, ainsi que dans le processus de démocratisation économique et politique dont elles sont les premières à subir les conséquences. » (Tounkara, 2015)

Enfin, une autre déplore le manque d'engagement et de conviction de certaines femmes dans le parti lorsque le parti traverse des difficultés. Beaucoup deviennent membre d'un parti lorsque tout marche. Après le départ du président du parti, ou en cas d'emprisonnement ou encore de démission comme ce fut le cas d'un leader politique, beaucoup de femmes abandonnent le parti à son triste sort.

Il ressort du discours des femmes enquêtées que le manque de soutien du parti et la non-application de la politique d'égalité de genre, qui n'est pas pris en compte dans les textes des partis

politiques réduisent leur visibilité politique. Si les plus jeunes ont tendance à abandonner, les plus âgées résistent à travers plusieurs astuces et stratégies de négociation dans l'arène politique. En effet, le rapport générationnel ou plus précisément le rapport aîné/cadet positionne les cadets dans une position d'attente, « *les jeunes sont considérés comme des acteurs de seconde main, des acteurs passifs. On les mobilise quand on a besoin de leur voix. Mais, en réalité(sic) ils sont absents dans les instances de décision* » (entretien du 5 mai 2023).

Cet état de fait est à l'origine de la transhumance politique comme ici : « *J'aurai compris(sic) que ma voix de jeune pouvait difficilement passer, c'est pourquoi je me suis retiré pour évoluer dans un autre parti* » (entretien du 5 mai 2023).

Quant aux femmes enquêtées, leur résistance provient souvent des compétences acquises grâce à leur formation et leur éducation. Ceci illustre les propos de Drissa Diakité qui affirme que « « nonobstant les progrès constatés, la faible scolarisation des filles n'augure pas de changements très rapides à moyen terme. Car c'est moins les discours militants que l'éducation et la formation des filles qui ouvriront la porte de la véritable émancipation aux femmes. » (Diakité, 2022 :186). Donc, l'émancipation des femmes et leur égale participation à la politique résident dans l'éducation et la formation des filles. Le manque de confiance a été rapporté aussi comme un obstacle à l'émergence politique des femmes et leur avancée dans les postes de responsabilité.

5. DE LA DOUBLE CONCILIATION : PRIVÉE ET POLITIQUE

Le discours des femmes interrogées montre qu'elles tentent, malgré tout, de concilier vie privée et vie politique. Elles adoptent des stratégies pour participer aux réunions politiques qui non seulement sont chronophages, mais se tiennent tardivement la nuit.

Une de ces stratégies, c'est avoir une complicité avec les belles sœurs afin d'assister à certaines réunions tardives sans passer par le mari. D'autres se prêtent à ce que Denize Kandiyoti (1988) appelle « patriarchal bargain », c'est-à-dire des stratégies d'adaptation utilisées par les femmes pour se conformer aux normes patriarcales même si ses stratégies renforcent l'autorité masculine.

Il faut dire que dans les partis politiques, on considère peu ce que les sociologues appellent « la double journée » des femmes, considéré aujourd'hui comme un enjeu d'égalité professionnelle qui réduit à la fois les inégalités au travail et les conflits familiaux (Barrère-Maurisson, 1992 ; Tremblay, 2000 ; 2001 ; Méda, 2001; Tremblay, 2015). Les chercheuses notamment la canadienne Diane-Gabrielle Tremblay préfère utiliser le terme "articulation" en lieu et place de "conciliation," plus utilisé dans le milieu du travail (Tremblay, 2003). Ainsi, dans le cadre l'égalité de genre et l'équité dans les milieux professionnels, quelques travaux universitaires recommandent la mise en place des mesures de conciliation pour les femmes leur permettant d'articuler leur temps parental et leur temps professionnel. A ce sujet, Barrère Maurisson (2003 :96) distingue quatre temps parentaux : le temps de sociabilité parentale, le temps domestique, le temps taxi et le temps scolaire (Maurisson citée par Tremblay, 2003 :4.). Et pour Tremblay, un autre élément des temps parentaux est le temps consacré à la famille élargie, notamment aux parents âgés (Tremblay, 2003 : 4). Dans le contexte malien, en plus des parents et belle famille, les femmes sont sollicitées quotidiennement dans des cérémonies familiales (baptêmes, mariages, funérailles et autres rites). Malheureusement, ce

qui s'applique au milieu professionnel, concerne aussi les activités au niveau des partis qui sont peu conciliants aux questions de genre lorsqu'il s'agit des femmes.

Dans le discours des femmes, il ressort clairement la multiplicité des stratégies mises en place pour concilier vie de famille et activités du parti comme ici : « *ce sont mes filles qui s'occupent de la maison à mon absence* » ou encore, « *ce sont mes belles-filles qui m'épaulent dans les travaux ménagers* ». Pour une autre, si elle parvient à participer pleinement à la vie du parti, c'est en partie grâce à son mari qui est lui-même militant. Du coup, elle a la bénédiction de ce dernier à participer aux réunions même tardives sans crainte de représailles comme elle l'explique ici « *Ali ni ne bora ka na fo fajiri a te kuma* » (litt. « même si je sors et revient(sic) à l'aube, il ne dit rien »).

Pour cette militante d'un grand parti, les femmes doivent communiquer avec leurs maris lorsqu'elles décident de militer dans les partis car « *L'homme est jaloux de son autorité* ». La communication est aussi un moyen de négociation, et selon un des hommes ayant pris part à l'enquête, « Il s'agit d'une question d'organisation, la femme se doit de s'acquitter de ses devoirs vis-à-vis du foyer. Le fait d'instaurer un climat de confiance, de communication, de fidélité envers son mari, ce qui est un élément déterminant pour profiter pleinement de sa vie politique et surtout savoir dissocier sa vie politique de la vie du foyer ».

Une enquêtée raconte que son mari est compréhensif et l'aide même dans son combat, bien qu'il ne soit pas lui-même militant : « *mon mari m'aide, grâce à lui, je milite dans un parti politique. Normalement, l'homme devrait toujours être aux côtés de sa femme. Il me soutient financièrement et pendant les campagnes, je peux rentrer à la maison à 3 heures du matin sans qu'il se plaigne, il ne peut pas faire mieux que ça* ».

Pour ce qui est de la conciliation avec son foyer, elle ajoute que son mari a confiance en elle, « *Tout cela repose sur la confiance. Si ton mari a confiance en toi, en se mettant en couple, on apprend à connaître le caractère de l'autre. La personne accepte certaines choses et refuse d'autres. Si tu parviens à atteindre ce niveau de confiance avec ton mari, il y aura moins de problèmes entre vous* ».

Cependant, une autre militante raconte que sa fille a abandonné les activités du parti une fois mariée, car tous les hommes ne tolèrent pas la participation de leurs épouses à des réunions politiques fréquentes et tardives. Si son fils a pu continuer avec le bureau des jeunes, sa fille a abandonné faute de temps et d'accompagnement de son mari.

Une femme dans un parti politique faisant partie de notre échantillon a tenté de faire passer un message personnel sur l'excision lors d'un échange avec les autres femmes du parti, cela n'a pas été accepté par la Direction. Elle raconte que tout a commencé le jour où elle avait fait une publication dans laquelle elle condamnait l'excision sur sa page Facebook, elle a été interpellée par les leaders du parti comme expliqué ici : « *C'est le président à l'époque qui m'a appelé pour me dire qu'il vient(sic) de voir ma publication et d'éviter de me prononcer sur des sujets sensibles. Je lui ai répondu que ma position par rapport à l'excision est(sic) connue. Mais si le parti a une autre position, cela ne me regarde pas. Lorsque tu milites dans un parti, les gens ne font plus la différence entre tes opinions personnelles, et celles du parti.* ». De plus, on lui a fait comprendre que « *la politique c'est la diplomatie* » ce qui est différent de sa propre perception de la politique.

De même que la précédente, cette jeune femme, instruite et ambitieuse, a démissionné après avoir donné son avis sur la question des violences basées sur le genre (VBG).

C'est face à ces situations que les femmes politiques ou non politiques créent des tontines et associations pour donner leur opinion sur des sujets jugés sensibles et faire un plaidoyer dans ce sens.

Il est vrai que la politique crée une forme de « dysharmonie » avec les charges familiales, ce qui est susceptible de renforcer ce que les sociologues ont appelé « la charge mentale » des femmes. Des absences répétées hors du domicile conjugal peuvent créer des tensions avec le mari, la belle-famille voire la propre famille de la femme.

Aucun des hommes enquêtés n'a fait cas d'un problème concernant une conciliation privée/politique. Des études ont montré l'impact différencié de la parentalité sur la carrière professionnelle des femmes et des hommes. Si pour les femmes, le mariage et la maternité constituent souvent un frein à leur avancement professionnel, pour les hommes, cela pourrait au contraire être un atout pour eux. Cette enquête révèle aussi l'impact du mariage et la parentalité sur la participation des femmes dans une approche générationnelle. Exceptée une seule enquêtée qui est dans la trentaine, toutes les autres femmes rencontrées ont dépassé la cinquantaine, donc pas d'enfants très jeunes. Le discours serait peut-être différent si nos enquêtées avaient toutes moins de 30 ans ou dans la quarantaine tout au plus, l'âge de fécondité de la femme.

Ce qu'on peut retenir, c'est que les femmes jeunes, moins jeunes et âgées, jouent toutes un rôle important au sein des partis politiques au Mali.

5.1. Nouvelle génération¹⁴, nouvelle forme de militantisme politique « au féminin » ?

Tout comme en occident, le désir d'émancipation des femmes maliennes a provoqué des réactions de rejet de la part des hommes, surtout en politique.

Elles ont été actrices pendant toutes les luttes, depuis les indépendances jusqu'à l'avènement

14 Cf. l'ouvrage de Moussa Cissé « Les Héroïnes du quotidien : elles ont osé ! ». Cet ouvrage donne beaucoup d'informations sur l'engagement citoyen, humanitaire, associatif des femmes.

de la démocratie multipartite. Qu'elles soient instruites ou non, elles ont toujours été au-cœur de la politique. Cependant, il existe très peu de travaux sur les trajectoires politiques des femmes maliennes en dehors de Aoua Keita qui prend en compte ses mémoires, ses luttes, sa vie de femme etc. Cette autobiographie demeure une référence même si la nouvelle génération s'identifie peu ou pas du tout à elle. Aucune des femmes interrogées ne fait référence à Aoua Keita ni les autres de sa génération dans leur combat politique aujourd'hui.

Il est important de rappeler que l'histoire a surtout consacré l'homme comme le principal acteur des luttes politiques et l'action politique en Afrique (UNESCO, 2015) même si les femmes ont répondu à tous les rendez-vous historiques du continent.

Le militantisme au « féminin » s'oriente sur des problématiques du moment comme l'excision, la/les VBG, la migration, etc. Ces femmes selon, Hamidou Anne (2018), portent « un projet émancipateur ». Elles créent des espaces et opportunités pour être visibles socialement et politiquement.

Cette nouvelle génération de femmes est déjà active dans l'espace de la société civile et sur les réseaux sociaux. Elles inventent d'autres formes de faire la politique tout en transgressant et en transcendant les normes établies par la société. Ces femmes interrogées inventent de nouvelles modalités de participation politique en combinant, protestations, lobbying et plaidoyer pour leur visibilité politique.

Conscientes plus que jamais qu'on ne leur fera pas de cadeaux, les nouvelles figures politiques maliennes militent aussi bien au sein des partis politiques, tontines, associations, et de plus en plus dans l'espace du religieux. Ces espaces, à la fois visibles qu'invisibles, permettent à celles-ci de revendiquer leurs droits en tant que actrices « à part entière ».

Cependant, les expériences d'adhésion de ces femmes dans un parti politique ont permis d'avoir des éléments explicatifs sur les raisons de leur adhésion à un parti, un milieu qui est moins sécurisant pour elles – au moment où elles ont la maîtrise de l'espace privé et religieux.

La plupart des recrutements de militant se fait par le canal d'un réseau d'amis et de connaissances.

Ces extraits d'entretien montrent clairement comment les partis recrutent comme ici :

« J'ai été approché(sic) par un jeune du quartier, après avoir quitté l'ASMA. Ce dernier a parlé avec un de ses oncles, un responsable du parti YELEMA au niveau de notre quartier. Nous avons programmé un rendez-vous, pour que je puisse rencontrer le président du bureau des jeunes du quartier de Yirimadio. Celui-ci était accompagné du secrétaire général, et du président de la cellule communale du parti » (entretien du 18 avril 2023).

C'est aussi le cas de cette militante du même parti :

« Je taquinai souvent le président, en lui demandant quand est-ce qu'il allait venir avec nos marmites. Un jour, il a envoyé des députés chez moi avec lesquels j'ai beaucoup échangé. A partir de là, j'ai rejoint le parti. Après mon adhésion, j'ai convaincu d'autres femmes avec qui j'avais de bonnes relations. En plus de manifester leur intérêt pour le parti, elles ont toutes voté pour nous lors des élections législatives de 2020. Grâce à ma candidature et aux votes des femmes que j'ai fait adhérer au parti, YELEMA a pu s'implanter comme il faut à Yirimadio » (entretien du 29 avril 2023).

De même que cette présidente, une des militantes du parti YELEMA nous explique les raisons de son adhésion au parti : « mon beau-frère est le président du parti YELEMA, c'est par son canal que je suis rentrée dans le parti. Je suis aujourd'hui la présidente de la section du quartier et je ne suis pas passée par les cellules de base pour l'être¹⁵ » (entretien du 18 avril 2023).

15 « C'est ce qu'on appelait « cooptation » sous le régime de Moussa Traoré. On donnait des postes de responsabilité à des personnes qui n'avaient jusque-là pas milité au sein du parti unique. » (Dicko, 2003, FES)

Ou encore :

« C'est grâce à mon mari que j'ai adhéré à l'ADEMA-PASJ. Il a milité dans ce parti quand c'était encore l'association ADEMA. Ensuite(sic) nous nous sommes retrouvés à ses côté(sic) pour militer. En ce moment, les gens avaient peur d'adhérer à des associations puisque Moussa Traoré était au pouvoir (...) Notre premier fils milite aussi dans la section jeunesse en tant que secrétaire à la communication » (entretien du 5 avril).

Si certains militants arrivent à se frayer un chemin et à insérer leurs familles proches (enfants beau-frère, cousin, oncle) dans le parti, pour d'autres, cette stratégie a ses limites surtout si c'est une relation de mari et d'épouse comme ici :

« Si ma future femme décide de faire de la politique, je ne serais pas sur le même terrain qu'elle. Je sais qu'il y a des cas où les hommes impliquent leurs femmes. Mais selon moi, ça peut discréditer mes actions. Ta femme peut te soutenir sur ta vision politique mais si elle devient militante et actrice de la chose, il y'aura un conflit d'intérêt. Par exemple, si je suis le premier responsable et qu'il y a une situation à trancher entre ma femme et un membre, ça risque d'être très compliqué... » (entretien du 8 avril 2023).

Si pour certains le parti a spécialement délégué des personnes pour les convaincre d'adhérer au parti, du fait de leur poids, d'autres, par ailleurs, ont suivi la trajectoire classique d'adhésion d'un parti. Au-delà de la construction de l'image médiatique des hommes et femmes dans les partis, des valeurs fondamentales sont portées par chaque parti politique malien comme l'unité, la cohésion, l'intégrité etc.

Une valeur peu très souvent mise en exergue sur les affiches des partis, mais c'est le rapport individu et groupe politique qui prime. Il est vrai qu'un parti politique permet à un individu de pouvoir s'identifier à un groupe dans lequel il évolue. En partant de la théorie de K. Lewin (1946), le groupe a une très grande influence sur l'individu et peut déterminer ses conduites sociales et politiques. Chaque individu est attaché à un ensemble de lieux (Guérin-Pace,

2006 : 298). Pour un militant, il s'agit d'un « lieu imaginaire ou projeté comme des lieux de vie souhaités ou de projets éventuels » (idem).

Dans un parti politique, le sentiment de participer au développement de son pays apparaît comme un levier important de mobilisation et de cohésion d'un groupe. Si certains militants se définissent plus volontiers par leur appartenance à un parti politique, d'autres mettent en avant une personne qui semble être à l'origine de leur entrée en politique. Ce fut le cas de cette militante du parti ADEMA-PASJ.

Résidant à Garantibougou, son adhésion s'est faite rapidement, car ses parents étaient engagés dans le parti. *« Elle explique que Alpha Oumar Konaré, membre fondateur du parti ADEMA-PASJ et ancien Président du Mali, a permis que le frère de son père soit libéré de prison, sous le régime de Moussa Traoré. Le fait d'empêcher celui-ci à faire de la prison, a fait de nous des adémistes de père en fils. Je te dis, une personne qui sauve le frère de ton père de la prison, tu dois mourir derrière celle-ci » (entretien du 4 Avril 2023).*

Tout comme les hommes, l'engagement politique des femmes est une expression du patriotisme et de la citoyenneté. Dans le cadre de leur engagement, elles vont démarcher des ONG ou d'autres structures pour financer leur projet. Comme le cas de cette enquêtée qui a créé un club de soutien en faveur de Soumaïla Cissé et construit un pont à Kalaban. Pour les femmes interrogées, les partis politiques constituent plus un espace de serviabilité sociale que d'ascension sociale même si la finalité est d'avoir une visibilité sociale.

En entrant dans les partis, certaines pensent aussi remplir un rôle social, donc dévoué aux femmes, ce qu'Odome Angone appelle « la philanthropie invisible des femmes » ou encore leur l'engagement social sans rémunération. Une des participantes à cette enquête s'est retrouvée à la tête de la sous-section féminine d'une des communes de Bamako grâce à son dévouement et son capital social. Si elle a pu occuper cette position, affirme-t-elle, c'est parce qu'elle aime tout ce qui est social, « j'ai toujours aimé être avec les gens et c'est dans mon sang ». Cette perception différenciée de la politique est aussi générationnelle. Pour une des militantes,

la politique est une affaire de dignité et de conviction. Elle s'éloigne de cette représentation que les gens se font de la politique : entre mensonges et trahisons. Pour elle, ce sont de mauvaises personnes qui ont transformé et corrompu la politique. En politique, on ne doit rien aux gens, c'est « une question d'honneur et de dignité » comme ici : « *anw ka wakati la politiki koun ye horonya ani dambe de ye. Politiki ye horoya bara de ye* » (litt. « à notre époque, la politique c'était l'honneur et la dignité. C'était un travail de noble »).

Toutefois, il y a lieu de mentionner des avancées notoires dans certains pays au cours de ces deux dernières décennies, marquées par une participation croissante des femmes à la vie politique. Au Sénégal, grâce à la loi sur la parité, les femmes ont atteint plus de 40% du nombre de députés au parlement. Ainsi, l'Afrique subsaharienne se classe comme la région du monde qui connaît une rapide croissance de la représentation féminine dans les institutions étatiques grâce aux quotas paritaires (Angelo, 2017). Une tribune *Le Monde* du 15 juin 2015 s'intitulait « En Afrique, la féminisation de la politique est en marche » du fait de la montée fulgurante des femmes en politique entre 1995 et 2015. En plus, les Etats africains ont signé des conventions régionales, comme le protocole de Maputo, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), entre autres, afin d'atteindre l'égalité de chance entre les hommes et les femmes, et de réaliser ainsi un développement durable et inclusif.

Cette avancée qui a commencé à la fin des années 1990, marque un tournant important dans la participation politique des femmes en Afrique de l'Ouest.

Au Mali, lorsqu'en 1997, 18 femmes furent élues députées sur 147, les Maliens ont parlé de féminisation du Parlement (Sanankoua, 2004 :145). Cette relative avancée, appuyée par les différentes conventions internationales, a donné un élan à l'accès des femmes aux postes électives et nominatives. Et, la fin de la décennie 1990 a été marquée aussi par l'écriture des « autobiographies politiques » (Perkins, 2000) par des femmes leaders politiques. On peut citer,

entre autres, *Daughter of Isis : The Autobiography of Nawal El Saadawi*, (1999), Wangari Maathai, *Unbowed : A Memoir*, (2006), Ellen Jonson Sirleaf, *This Child will be Great : Memoir of a Remarkable Life by Africa's First Woman President*, (2010), Leymah Gbowee, *Mighty be our Powers* (2011). Il faut reconnaître que l'histoire de l'écriture a consacré l'homme comme sujet politique universel et la femme a souvent été confinée dans le domaine du privé. Elle n'a pas été considérée comme un sujet autonome, politique et capable d'incarner les valeurs universelles (Keita, 2018 :75-82). De la même manière, le début du millénaire a coïncidé au Mali avec la renaissance de la littérature féminine. Des dizaines d'œuvres de fictions des femmes maliennes ont vu le jour comme *Quand l'ail se frotte à l'encens* de l'ex première dame Adama Konaré, autrice *Du Dictionnaire célèbre des femmes* (1993), qui retrace la biographie des femmes politiques du Mali des temps mythico-légendaires au 26 mars 1991 ; de Safiatou Ba Dicko, *Femmes sans avenir*, la trilogie de Fatoumata Keita, *Sous fer* (2013), *Quand les cauris se taisent* (2017), *Les mamelles de l'amour* (2017) et les *Femmes sans avenir* (2013) de Hanane Keita, entre autres.

Malgré tout, la politique est et demeure un espace masculin par essence. C'est le territoire des hommes, un territoire de pouvoir où les femmes ne sont pas toujours les bienvenues. Pour une des participantes, c'est un champ où les femmes émergent difficilement car « *Ce terrain est tellement machiste que les femmes fournissent double voir triple effort que les hommes* ». Selon elle, sa stratégie n'a pas consisté à se confronter aux hommes ou même à « *vouloir prendre leur place* », mais a plutôt utilisé son savoir-faire et le respect mutuel qu'elle a su établir au sein du parti. De ce fait, elle a su ménager les susceptibilités et les clichés sur sa personne.

Au regard de ce qui a été abordé, nous pouvons déduire que l'engagement des femmes dans les partis politiques se situe à différents niveaux. Si les partis permettent aux femmes de s'engager à travers leur militantisme, force est de reconnaître qu'il reste encore des défis à relever quant à l'effectivité de leur représentativité politique.

CONCLUSION

Au terme de ce travail, l'engagement politique des femmes telle qu'il est abordé dans les entretiens, permet de décrire la manière dont elle conçoit la politique. Elles-mêmes, légitimes dans leurs discours, que les actions sociales qu'elles développent au sein des réseaux (tontine, association, ami etc.) leur facilitent un ancrage politique. Une légitimité qui se construit socialement et par des initiatives collectives. Aujourd'hui, les associations servent de support aux femmes pour « faire de la politique autrement ».

Dans le discours des femmes, leur engagement politique est fait de représentations sociales.

Et nous voyons bien que, dans ce militantisme politique, les femmes inventent diverses stratégies (individuelle ou collective) pour continuer à militer comme il faut, voire « réussir » en politique comme les hommes. Plusieurs d'entre-elles se sont engagées en politique grâce à leur mari, ou un réseau de connaissance large. Si les femmes se battent pour articuler vie de famille et activité politique, les hommes s'adonnent à leurs partis sans avoir à se sentir tiraillés entre les deux.

Le terrain a montré qu'elles sont plus engagées que les hommes et ont une grande capacité de mobilisation, mais peu représentées au niveau des postes de responsabilité. Si, pour les femmes, l'entrée en politique est motivée par des revendications sociales et le besoin de regrouper les femmes et de militer ensemble, pour les hommes, les partis demeurent un tremplin de visibilité sociale et de « réussite ».

A sa manière, les associations féminines deviennent l'espace d'expression des femmes par essence. Cet espace associatif est à la fois, un espace de formation et d'expression politique des femmes. C'est sans doute des raisons qui font que les associations des femmes, à l'origine apolitiques, sont en réalité politisées à la base. Une situation « flagrante » à l'approche des campagnes électorales où elles sont à la merci des partis politiques, une territorialité du territoire bamakois. Ces associations sont toutes des reflets de nouvelles formes de démocratie urbaine. Par exemple, l'UNFM a été la caisse de résonance du régime de Moussa Traoré dans les années 1980.

Selon les femmes rencontrées, elles militent au niveau des partis politiques en espérant porter plus haut leurs revendications et problématiques féminines. En contrepartie, elles espèrent avoir une visibilité et ascension sociale *avec* et *par* le parti.

Aujourd'hui, et malgré l'existence de plusieurs conventions internationales qui recommandent une participation accrue et

équitable des femmes, ces dernières restent victimes d'innombrables barrières qui entravent leur inclusion politique. Et très souvent, elles occupent des postes subalternes et sont rarement impliquées dans les instances de prises de décision.

Selon la résolution des Nations Unies sur la participation des femmes à la vie politique de 2011, « quelle que soit la région du monde considérée, les femmes restent largement absentes de la sphère politique, souvent en raison de lois, de pratiques, de comportements et de stéréotypes sexistes discriminatoires, et parce qu'elles ont un faible niveau d'éducation, qu'elles n'ont pas accès aux soins de santé et qu'elles sont beaucoup plus touchées que les hommes par la pauvreté ». Outre les préjugés et les barrières socioculturelles qui constituent un véritable goulot d'étranglement à la participation effective et efficiente des femmes. Sans oublier, l'analphabétisme et le peu de formation politique qui font qu'elles sont peu présentes au niveau des postes stratégiques comme l'explique Bintou Sanankoua, « du fait de leur analphabétisme, elles sont en retrait par rapport aux hommes, servant plus d'agents de propagande et de mobilisation que de décideurs » (Sanankoua, 2004 :146)

Au Mali, c'est la Loi n° 2015-052/ du 18 décembre 2015 qui a été votée pour promouvoir le genre dans les fonctions électives et nominatives avec un 30% de quotas accordé à chaque genre. Cependant, cette loi demeure inappliquée et son interprétation reste floue.

Au final, même si le nom de Aoua Keita signifie peu pour la nouvelle génération de militante, elles apportent à sa manière une contribution aux luttes menée par la militante et syndicaliste Aoua Keita.

BIBLIOGRAPHIES

- ▶ ACHEBE, C. (1997). *Anthills of the Savannah*. Penguin Books
- ▶ BA KONARE, A. (1993). *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali : Des temps mythico-légendaires au 26 mars 1991*, Bamako : Editions Jamana
- ▶ BAILLET, D. (2005). « Motivations et sens sociaux du militantisme maghrébin : une théorie de la causalité », *Revue Française des Affaires Sociales*, vol.3, pp. 183-203. <https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2005-3-page-183.htm>
- ▶ DAVIS, A. (1974). *An Autobiography*. New York : Random House
- ▶ DIAKITE, D. (2022) *Repères pour le Mali : Aspects d'Histoire et de Culture*. Bamako : Éditions La Sahélienne
- ▶ GOERG, O. (1997). « Femmes africaines et politique : les colonisées au féminin en Afrique occidentale », *CLIO*, n° 6, 1997, p. 105-125.
- ▶ GUÉRIN-PACE, F. (2006). « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *Espace Géographique*, vol.4, t.35, pp. 298-308 - <https://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-4-page-298.htm>
- ▶ IKNOWPOLITICS. (2019). Le rôle des partis politiques dans la promotion des femmes en politique, <https://www.iknowpolitics.org/fr/discuss/e-discussions/le-rôle-des-partis-politiques-dans-la-promotion-des-femmes-en-politique>
- ▶ KANDIYOTI, D. (1988). « Bargaining with Patriarchy ». *Gender and Society*, Vol. 2, n°. 3, Special Issue to Honor Jessie Bernard, pp. 274-290 - <https://www.jstor.org/stable/190357>
- ▶ KEITA, A. (1975). *Femme d'Afrique. La vie d'Aoua Keita racontée par elle-même*. Paris : Présence Africaine
- ▶ KEITA, F. (2018). « La poétique de la résistance dans l'autobiographie d'Aoua Keita : Genèse d'un activisme politique au féminin ». *Revue malienne de Langues et de Littérature*, n°2, pp. 75-87.
- ▶ KEITA, F. (1998). *Rebelle*. Abidjan : NEA
- ▶ KEITA, F. (2013). *Sous Fer*. Bamako : Éditions La Sahélienne.
- ▶ KEITA, F. (2013). *Quand les cauris se taisent*. Éditions La Sahélienne
- ▶ KEITA, F. (2017). *Les mamelles de l'amour*. Bamako: Éditions La Sahélienne
- ▶ KNIBIELHER, Y. (1985) et GOUTALIER (R.), *La femme au temps des colonies*, Paris, Stock
- ▶ SARR, F. (2015). « Sénégal : Forces et faiblesses de la dynamique des mouvements de femmes », *Centre tricontinental - CETRI*, pp.1-5.
- ▶ LEWIN, K. (1965). « Décisions de groupe et changement social », in A.Levy, A. (ed.) *Psychologie sociale, textes fondamentaux*, Paris, Dunod, t.2, pp.498-519.

- ▶ LOUA, S. (2018). « État des lieux de l'éducation des filles et des femmes au Mali : contraintes et défis », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 78 | septembre 2018, mis en ligne le 01 septembre 2020, consulté le 21 septembre 2021. URL: <https://journals.openedition.org/ries/6571>
- ▶ MAATHAI, W. (2006). *Unbowed : A Memoir*. London: Arrow Books
- ▶ MUSAU, Z. (2019). « Les femmes en politique : un long chemin avant d'atteindre la parité ». *Afrique Renouveau* - <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/avril-2019-juillet-2019/les-femmes-en-politique-un-long-chemin-avant-d-atteindre-la-parite>
- ▶ NEVEU, E. (1996), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- ▶ NGOUYAMSA, V. (2016), « Militantisme Politique et Entrepreneuriat : relations de dépendance et enjeux dans le contexte Camerounais », *Africaine de Sociologie*, vol. 20, n°1, pp. 137-149. https://www.jstor.org/stable/pdf/90001849.pdf?refreqid=excelsior%3A4d98bd21476846d8ecb9fc540b89996e&ab_segments=&origin=&initiator=&acceptTC=1
- ▶ SANANKOUA, B. (2004). « Femmes et Parlement au Mali », *Afrique contemporaine*, vol. 2, n° 210, pp. 145 - 156
- ▶ SARR, F. « Féminismes en Afrique occidentale ? Prise de conscience et luttes politiques et sociales », Graduate Institute Publications, p. 79-100. <https://books.openedition.org/iheid/6308?lang=fr#text>
- ▶ TREMBLAY, D-G (2003). « Articulation emploi-famille et temps de travail : l'offre de mesures de conciliation et les usages différenciés du temps chez les pères et les mères »/note de recherche, Université du Québec - <https://www.teluq.ca/chaireecosavoir/pdf/NRC03-12.pdf>
- ▶ TREMBLAY, D-G (2002). « Articulation emploi-famille et temps de travail. Comment concilier profession et famille dans les secteurs à horaires variables ? » in *Ruptures, segmentations et mutations du marché du travail*, Presses de l'université du Québec.
- ▶ TREMBLAY, D-G et LAFLAMME C. V (2000). « La conciliation des responsabilités parentales et professionnelles chez les employés de bureau », Résultats d'une recherche menée au Québec, P. 46, Texte 2.1. disponible sur le site du cours RIN 2013 <https://www.teluq.ca/site/etudes/offre/cours/TELUQ/RIN%202013/>
- ▶ TREMBLAY, D-G (2000). « Temps de travail, charge de travail et articulation emploi-famille : enjeux pour les milieux syndicaux », *Revue de l'Ires*, vol. 2, n° 85-86, pp. 145 - 169 <https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2015-2-page-145.htm>
- ▶ TOUNKARA, A. (2015). *Femmes et discriminations au Mali*, Paris, Harmattan.
- ▶ SERBIN, S (2015). *Femmes africaines, Panafricanisme et Renaissance africaines*. UNESCO, P. 136 - <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000235231>
- ▶ GITARI, K. (2022). « Le Sénégal compte la plus forte proportion de femmes parlementaires en Afrique de l'Ouest », BBC Africa Digital - <https://www.bbc.com/afrique/articles/czvny2pl77xo>

ANNEXES

Annexe I : Personnes rencontrées à Bamako à l'URD et ASMA-CFP

Parti	Localité	Fonction
URD	Kati Sananfara	Présidente
URD	Kalaban coro	Présidente
URD	Gnamacoro courani	Présidente de section
URD	quinzambougou	Secrétaire adjoint de section
URD	Sebenicoro	Chargé de mobilisation
ASMA	Baco djicoconi	Présidente des femmes
ASMA	Djelibougou	Secrétaire politique de section
ASMA	Djelibougou	Secrétaire générale de section
ASMA	Gnamana ATT bougou	Information
Nouvel horizon Fond d'aide malien	Torokorobougou	Président

Annexe II : Personnes rencontrées à Bamako a l'ADEMA et YELEMA

Poste occupé au sein du parti	Autres informations
Présidente de la section des femmes de la commune V et vice-secrétaire au bureau national du parti l'ADEMA-PASJ	Lieu d'habitation Torokorobougou, agent au sein d'une assurance sociale - 1 avril 2023
Secrétaire générale du bureau des femmes de kalabacoura, parti l'ADEMA-PASJ	Kalabancoura, commerçante - 4 avril 2023
Ex militante du parti YELEMA	Kalabancoura, ménagère - 6 avril 2023
Ex militante de l'ADEMA-PASJ	Garantibougou, Archiviste à la retraite - 5 avril 2023
Militante de l'ADEMA-PASJ, vice-secrétaire du bureau des femmes de Garantibougou, non instruite	Garantibougou, commerçante - 5 avril 2023
Présidente du bureau des femmes de Yirimadio, instruite	Yirimadio, commerçante - 29 avril 2023
Présidente du bureau national des femmes de l'Adema	Entretien réalisé en ligne 6 mai 2023
Militante du parti YELEMA, secrétaire administrative	Hamdallaye Aci, étudiante - 18 mai
Ex militante YELEMA	Niamana, entretien du 29 avril 2023
Militant YELEMA, secrétaire à la structuration	Assistant chercheur du 18 Avril 2023



Photo 1 : Photo prise lors d'un atelier du Réseau des Jeunes Femmes Leaders du Mali.



Photo 2 : formation de l'académie Yelema à Koulikoro sur les valeurs et les principes du parti, la communication politique et l'idéologie politique¹⁶

16 Voir la page de Hamidou Doumbia sur Facebook [https://mfacebook.com/story.php?story_fbid=pfbid022NEL1d7nriAo4d-MvxXvDb6yTBSiUTraNPggCHLkndHEGoRpQMzjFMhDihycEfjleid=1577144689emibextid=Nif5oz]



**FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG**

 Friedrich Ebert Stiftung (FES) sis à Magnambougou Faso-Kanu

 info@fes-mali.org

 +223 44 90 60 29 / 44 90 60 30

 mali.fes.de